



**VILLE DE
SAINT RENAN**

Ville de Saint-Renan

RÉVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME



Mars 2016

Dossier d'examen au cas par cas



24, route de Kerscao - 29480 LE RELECQ-KERHUON
enamo@enamo.fr - Tél : 02 90 82 42 13

S.A.R.L. au capital de 10 000 euros – R.C.S. Brest : 791 484 967 – APE : 7022Z – Siret n° 791 484 967 00017 N° TVA intracommunautaire : FR 61 791484967

SOMMAIRE

SOMMAIRE	1
INTRODUCTION	2
1- DESCRIPTION DES CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU DOCUMENT	4
1-1 INTITULE DU PROJET	4
1-2 IDENTIFICATION DE LA PERSONNE PUBLIQUE RESPONSABLE	4
1-3 CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DE LA PROCEDURE	4
1-4 CARACTERISTIQUES GENERALES DU TERRITOIRE	5
2- SYNTHESE DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT	6
2-1 MILIEU PHYSIQUE	6
2-2 MILIEUX AQUATIQUES	6
2-3 MILIEUX NATURELS & BIODIVERSITE	8
2-4 PATRIMOINE & PAYSAGES	9
2-5 NUISANCES & RISQUES	10
2-6 DECHETS & ENERGIE	10
3- PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES (PADD)	11
4- SENSIBILITE ENVIRONNEMENTALE ET CARACTERISTIQUES DES INCIDENCES POTENTIELLES DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT ET LA SANTE HUMAINE	15
4-1 GESTION ECONOMIQUE DE L'ESPACE ET MAITRISE DE L'ETALEMENT URBAIN	15
4-2 PROTECTION DES PAYSAGES, DU PATRIMOINE NATUREL ET BATI	20
4-3 GESTION DE LA RESSOURCE EN EAU	24
4-4 PRISE EN COMPTE DES RISQUES, POLLUTIONS ET PREVENTION DES NUISANCES	26
4-5 ACTIONS EN FAVEUR D'UNE DIMINUTION DES EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE	29
ANNEXES	30
ANNEXE 1 : DELIBERATION ENGAGEANT LA PROCEDURE DE REVISION DU PLU DE SAINT-RENAN	31
ANNEXE 2 : PROJET DE PADD DEBATTU PAR LE CONSEIL MUNICIPAL	35
ANNEXE 3 : COMPTES-RENDUS DU 14 SEPTEMBRE 2015 ET DU 29 FEVRIER 2016 RAPPORTANT LE DEBAT EN CONSEIL MUNICIPAL	65

INTRODUCTION

La directive européenne 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement (EIPPE) prévoit que certains documents d'urbanisme doivent, en raison de leurs incidences sur l'environnement, faire l'objet d'une évaluation environnementale soit de manière systématique, soit après un examen au cas par cas par l'autorité administrative de l'Etat désignée à cet effet.

Les décrets n° 2012-995 du 23 août 2012, entré en vigueur le 1^{er} février 2013, et n°2015-1783 du 28 décembre 2015 en complètent le cadre et les modalités en introduisant la procédure d'examen au cas par cas. Selon les articles R. 104-8 et R. 104-16 du code de l'urbanisme, l'élaboration ou la révision des Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) et des cartes communales doit faire l'objet d'un examen au cas par cas dès lors qu'elle n'est pas soumise à évaluation environnementale systématique. Il en va de même pour la mise en compatibilité des PLU suite à déclaration d'utilité publique ou déclaration de projet.

L'autorité environnementale (préfet de département pour les PLU et préfet de région pour les cartes communales) est obligatoirement consultée par la personne publique responsable pour examiner au cas par cas si une évaluation environnementale est nécessaire pour le document d'urbanisme concerné.

L'article R.104-29 du code de l'urbanisme indique que la saisine de l'autorité environnementale doit intervenir :

- pour un PLU, après le débat relatif aux orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) ;
- pour une carte communale, à un stade suffisamment précoce et, dans tous les cas, avant l'enquête publique ;
- pour une mise en compatibilité, avant la réunion conjointe des personnes publiques associées.

Cependant, il n'existe pas de formulaire type pour constituer la demande. La saisine s'appuie sur un dossier qui est accompagné, par défaut, des informations suivantes :

- d'une description des caractéristiques principales du document,
- d'une description des caractéristiques principales, de la valeur et de la vulnérabilité de la zone susceptible d'être touchée par la mise en œuvre du document,
- d'une description des principales incidences de la mise en œuvre du document.

Le dossier comporte aussi, plus spécialement :

- une synthèse de l'état initial de l'environnement,
- le PADD, avec un schéma (format A4/A3) illustrant spatialement le projet communal,
- la délibération rapportant le débat en conseil municipal,
- une première approche succincte des incidences prévisibles du projet sur l'environnement et la santé humaine.

A réception de ces informations, l'autorité environnementale dispose de deux mois pour rendre sa décision motivée de soumettre ou non le document d'urbanisme à évaluation environnementale. L'absence de décision au terme de ce délai vaut obligation de réaliser l'évaluation. La décision de l'autorité environnementale est publiée sur son site internet et jointe, le cas échéant, au dossier d'enquête publique.

La commune de Saint-Renan n'ayant pas de site Natura 2000 sur son territoire et n'étant pas une commune littorale au sens de l'article L. 321-2 du code de l'environnement, la révision de son PLU est donc soumis à un examen au cas par cas.

Ce dossier est transmis à l'Autorité environnementale par la collectivité après le débat relatif aux orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD).

Suite à l'évolution du projet communal, le Conseil Municipal de Saint-Renan a débattu 2 fois de son PADD en Conseil Municipal : le 14 septembre 2015 et le 29 février 2016.

Les modifications apportées lors du Conseil Municipal du 29 février 2016, entre le 1er et le 2ème débat du PADD, ont portées sur :

- L'affichage des objectifs chiffrés de modération de la consommation d'espace pour l'habitat, les équipements et les activités économiques ;
- Le changement du taux de croissance de la population à 1,3 % au lieu de 1,5 % par an et par conséquent, une révision du nombre de logements à produire (67 constructions/an) et de la surface à réserver à l'urbanisation, qui est désormais estimée à 62 ha ;
- L'ajout d'explication concernant le développement des activités artisanales (secteurs de Pont Corff et de Poulinoc) et industrielles (secteur de Mengleuz et carrières).

Ce dernier débat relatif aux orientations du PADD ayant eu lieu le 29 février 2016, la saisine de l'autorité environnementale peut se faire. Ainsi, le présent dossier correspond à la demande d'examen au cas par cas adressé à l'Autorité environnementale.

1- DESCRIPTION DES CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU DOCUMENT

1-1 INTITULE DU PROJET

Procédure concernée	Territoire concerné
Révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU)	Commune de SAINT-RENAN

1-2 IDENTIFICATION DE LA PERSONNE PUBLIQUE RESPONSABLE

Personne publique responsable	M. le Maire de SAINT-RENAN (M. Gilles MOUNIER)
Nom et coordonnées de la personne à contacter	Mme Andrée KARHAIGNON (Responsable du service urbanisme) Place Léon Cheminant – BP 80076 – 29290 SAINT-RENAN
Téléphone	02 98 84 20 08
Courriel	mairie@saint-renan.fr

1-3 CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DE LA PROCEDURE

Objectifs de cette procédure
<i>Annexe : Délibération engageant la procédure</i>
<p>Par délibération en date du 15 septembre 2014, le conseil municipal de Saint-Renan a prescrit la révision de son Plan Local d'Urbanisme ou « PLU », qui couvre l'ensemble du territoire communal.</p> <p>Le PLU va permettre à la commune de se doter d'un outil de planification urbaine en cohérence avec les dispositions réglementaires en vigueur. Il intègrera notamment les dispositions relatives aux lois d'Engagement National pour l'Environnement, dites « Grenelle 1 et 2 ainsi qu'à la loi ALUR.</p> <p>Le document d'urbanisme sera également mis en compatibilité avec les objectifs exprimés à l'échelle supra communale, tels que le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Pays de Brest, le Programme Local de l'Habitat (PLH) communautaire et le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) du Bas Léon.</p> <p>La commune se fixe les objectifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Favoriser l'accès au logement, le renouvellement urbain et la gestion économe de l'espace, la mixité sociale et la mixité générationnelle ainsi que la mixité des usages ; ▪ Favoriser l'activité économique ; ▪ Faire évoluer le règlement écrit et les documents graphiques du règlement.

Document existant précédemment	Plan Local d'Urbanisme	
Date d'approbation	Approuvée le 13 février 2006 Modification n°1 approuvée le 11 décembre 2006 Modification n°2 approuvée le 13 décembre 2010 Révision simplifiée n°1 approuvée le 13 décembre 2010 Modification simplifiée n°1 approuvée le 30 juin 2014 Modification n°3 approuvée le 18 mai 2015	
Document possédant une évaluation environnementale	<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Non

1-4 CARACTERISTIQUES GENERALES DU TERRITOIRE

Nom de la commune	SAINT-RENAN
Nombre d'habitants (population municipale)	7 815 (INSEE 2013)
Superficie du territoire	1 331 ha

Couverture du territoire par des documents stratégiques		
SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux)	<input checked="" type="checkbox"/>	SDAGE Loire-Bretagne 2016-2021 Approuvé le 4 novembre 2015
SAGE (Schéma d'aménagement et de gestion des eaux)	<input checked="" type="checkbox"/>	SAGE du Bas Léon Approuvé le 18 février 2014
SCoT (Schéma de Cohérence Territoriale)	<input checked="" type="checkbox"/>	SCoT du Pays de Brest Approuvé le 13 septembre 2011 Révision en cours
PDU (Plan de Déplacement Urbain)	<input type="checkbox"/>	Non concernée
PLH (Programme Local de l'Habitat)	<input checked="" type="checkbox"/>	PLH de la Communauté de Communes du Pays d'Iroise Approuvé le 29 janvier 2014
PCET (Plan Climat Energie Territorial)	<input checked="" type="checkbox"/>	2 ^{ème} PCET 2014-2018 du Conseil Général du Finistère Validé le 16 décembre 2013
SRCE (Schéma Régional de Cohérence Ecologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	Schéma Régional de Cohérence Ecologique de la région Bretagne Adopté le 2 novembre 2015
Agenda 21	<input type="checkbox"/>	-

2- SYNTHÈSE DE L'ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

2-1 MILIEU PHYSIQUE

CLIMATOLOGIE
<p>Située au Nord-Ouest de la Bretagne, la commune de Saint-Renan est sous l'influence du climat océanique tempéré, qui se caractérise par (données issues de la station sur l'aéroport de Brest-Guipavas, allant de 2004 à 2014) :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Une température moyenne annuelle de 11,6°C variant entre un minimum de 6,7°C en février et un maximum de 17,0°C en juillet ; ▪ Des précipitations importantes avec un cumul moyen annuel d'environ 1 250 mm ; ▪ Un ensoleillement moyen représentant 1 550 heures par an ; ▪ Des vents dominants de secteur Sud / Sud-Ouest.
GEOLOGIE & NATURE DES SOLS
<p>Le socle de la commune de Saint-Renan est relativement homogène. Il est composé de granite de Saint-Renan. Les alluvions qui tapissent les fonds de vallées, sont richement pourvus en cassitérite à l'origine d'une exploitation d'étain. Les traces qu'il reste de cette activité sont les 5 grands lacs le long de la vallée de l'Ildut.</p>
RELIEF
<p>Saint-Renan a un relief très marqué. Le cours d'eau de l'Ildut, frontière naturelle orientée Nord-Ouest/Sud-Est, sépare la ville en deux. Le territoire est formé d'un plateau sur lequel s'est développée l'agriculture et contre lequel s'adosse la ville au Nord-Est. L'altitude sur le territoire varie entre 30 (en fond de vallée) et 90 mètres (au Sud).</p>

2-2 MILIEUX AQUATIQUES

RESEAU HYDROGRAPHIQUE
<p>La commune de Saint-Renan est traversée par l'Ildut, qui coule selon une direction Sud-Est / Nord-Ouest avant de cheminer jusqu'à la mer d'Iroise dans laquelle il se jette. L'eau sur le territoire est omniprésente avec 17 km de cours d'eau permanents recensés et un chapelet de 5 lacs couvrant une superficie de 40 ha d'Est en Ouest :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Le lac de Pontavennec ; ▪ Le lac de Ty Colo ; ▪ Le lac de la Comiren ; ▪ Le lac de la laverie ; ▪ Le lac de Poulinoc (dont une partie seulement sur Saint-Renan).
QUALITÉ DES EAUX
<p>La qualité de la masse d'eau superficielle de « l'Aber Ildut et ses affluents, depuis la source jusqu'à la mer » (FRGR40063) est globalement bonne. Les paramètres observés sont en amélioration.</p> <p>Quant à la masse d'eau souterraine du « Léon » (FRGG001), elle fait l'objet d'un report de délai pour l'atteinte du bon état en 2027. Les taux de nitrates, bien qu'en amélioration, restent élevés (supérieurs à 50 mg/l) et la présence de pesticides est régulière.</p>

EAU POTABLE

La commune de Saint-Renan gère en régie municipale la distribution de l'eau potable sur son territoire. La commune dispose d'un réseau brut en provenance du captage (non protégé) situé à Trébaol en Milizac.

L'eau potable provient de la rivière Penfeld, qui est distribuée après traitement à l'usine de production de Kerleguer, dépendante de la S.P.L. Eau du Ponant.

La quasi-totalité de la population de Saint-Renan comprenant le quartier des lacs est desservie par le réseau d'eau. Toutefois, le quartier « Mengleuz-Pendoulic » est desservi par l'Association Syndicale d'eau de Lanrivoaré et les secteurs de Pont Corf, Penfoul, Keredec, Langongar, Trévia, Pen ar Valy par l'Association d'eau de Plouzané (ASAEP).

En 2014, le service d'eau potable a desservi 3 050 abonnés. 353 262 m³ d'eau ont été achetés, dont 330 759 m³ ont été vendus. La consommation moyenne par abonné (volumes vendus rapportés au nombre d'abonnés) est de 108 m³/abonné.

Le rendement du réseau de distribution est de 94 %, en nette amélioration (+ 7 %) par rapport à l'année précédente.

Sur l'année 2014, 15 prélèvements ont été réalisés. Les résultats ont globalement montré une eau de bonne qualité bactériologique, mais généralement pauvre en fluor (moins de 0,5 µg/l). Elle a été conforme aux exigences de qualité pour les autres paramètres mesurés.

Eaux USEES

La commune de Saint-Renan a la compétence en assainissement collectif (collecte et dépollution). Presque la totalité de la population de Saint-Renan est raccordée ce qui représente 2 912 abonnés en 2014 (95 %).

Le traitement des eaux usées est assuré par la station d'épuration de Lokournan au Nord-Ouest du bourg de Saint-Renan. Le quartier des lacs sur la commune de Lanrivoaré est aussi raccordé à cette station, correspondant à 60 habitations. La station de type boue activée a une capacité de 12 000 Equivalents Habitants (EH).

En 2013, la charge maximale en entrée a été de 7 500 EH, soit 62,5 % de la capacité nominale de la station. Environ 111 tonnes de matières sèches ont été produites en 2014, dont 64 % sont destinées au centre de compostage et les 36 % restant à l'usine d'incinération. Les eaux traitées sont ensuite rejetées dans le bassin versant de l'Aber-Ildut.

La Communauté de Communes du Pays d'Iroise (CCPI) assure le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) sur la commune de Saint-Renan. Le SPANC est chargé du contrôle périodique des assainissements non collectifs et du contrôle de la mise en place des assainissements neufs. A Saint-Renan, 138 habitations situées le plus souvent en zone agricole disposent d'une installation individuelle pour l'assainissement.

Une analyse de l'aptitude des sols à l'assainissement individuel a été menée en 1999 par le cabinet ALIDADE. Cette étude a relevé une aptitude des sols défavorable sur le quartier de Pont-Corf, au Sud-Est de la commune.

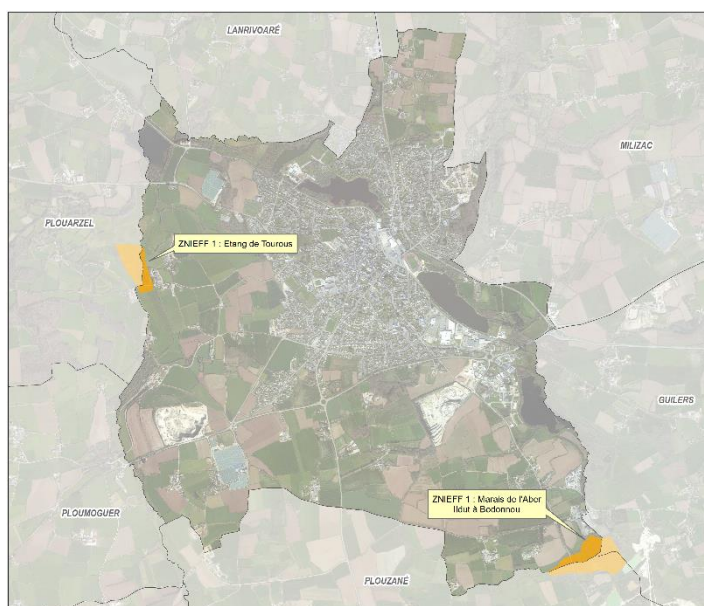
Eaux PLUVIALES

Le réseau d'eaux pluviales de la commune de Saint-Renan est composé en zones urbaines d'un réseau souterrain de conduites d'évacuation allant majoritairement vers les lacs.

Dans l'espace rural, les eaux pluviales sont directement absorbées par les surfaces perméables ou dirigées vers les cours d'eau via le réseau aérien de fossés.

2-3 MILIEUX NATURELS & BIODIVERSITE

INVENTAIRES & PROTECTIONS PATRIMONIALES



La commune de Saint-Renan possède deux périmètres d'inventaire ZNIEFF de type 1 sur son territoire :

- L'une située à l'Ouest, l'« **Etang de Tourous** » est une zone de reproduction et de chasse des Odonates, dont 31 % de sa superficie (8,3 ha) se trouvent sur la commune ;
- L'autre située au Sud-Est, la « **Tourbière de Kersquivit – Bodonnou, sources de l'Aber Ildut** » qui est la zone humide la plus vaste et la plus diversifiée de la proche région brestoise. 10 % de sa superficie (75,7 ha) se trouvent sur la commune.

Par ailleurs, la commune présente des espaces naturels « ordinaires » intéressants :

- Les **zones humides** représentent une surface de 74,6 ha, soit 5,6 % du territoire communal. Cet inventaire a été réalisé par le Cabinet EF Etudes en 2014. Une grande partie d'entre elles est concentrée dans la partie basse du territoire communal, sous forme de chapelet aux abords du cours d'eau. Ces zones humides sont principalement artificialisées aujourd'hui.
- Les **boisements** représentent une surface de 57,8 ha, soit 4,3 % du territoire communal. Ils sont surtout liés à la présence de l'eau ou au relief qui en résulte. Quelques bois sont également présents sur le plateau au Sud et à l'Ouest du territoire. Ces petites entités boisées sont principalement composées de mélanges de feuillus.
- Le **bocage** est également très présent avec 147,7 km de linéaire identifié sur le territoire en 2014. Sur les hauteurs des plateaux, il existe sous forme de talus nus dans un milieu ouvert, tandis que dans les vallons et sur les pentes, le bocage est composé de talus plantés, plus denses.

CONTINUITES ECOLOGIQUES : LA TRAME VERTE ET BLEUE

Les milieux naturels précédemment détaillés sur la commune de Saint-Renan, constituent l'ensemble des continuités écologiques du territoire.

Ces continuités sont constituées du chapelet de lacs qui traverse la commune de Saint-Renan le long de l'Aber Ildut. Cependant, une rupture est relevée au niveau du centre urbain de Saint-Renan, ne permettant pas une continuité totale entre l'amont et l'aval de l'Aber Ildut.

A cette principale vallée s'ajoute les plus petits vallons qui accompagnent les cours d'eau de la commune, notamment celui formant la limite Ouest avec Plouarzel. Le boisement en limite de Milizac fait également partie de cette trame verte et bleue, qui est complétée par le vallon au Sud, en limite de Plouzane.

Les zones humides qui accompagnent les cours d'eau permettent de créer des connexions entre les points hauts et bas, comme c'est le cas pour le ruisseau situé à l'Ouest de la commune.

Enfin, le maillage bocager permet de créer des connexions à une échelle plus réduite, mais vitale pour les plantes et les espèces animales de petite taille.

2-4 PATRIMOINE & PAYSAGES

PATRIMOINE BÂTI

La commune de Saint-Renan compte 5 zones de présomption de prescription archéologique, qui se localisent à la Chapelle des valeurs, Langongar, Pont ar C'hastel, Tregorff et le long de la RD 67. De plus, la commune possède 2 édifices protégés au titre des monuments historiques : les façades et toitures de la maison Cardinal et de la Maison Gérard, toutes deux situées « rue de l'église ».

La commune de Saint-Renan présente également d'autres éléments ayant un intérêt patrimonial tels que :

- Le patrimoine religieux : chapelle, croix, calvaire et église ;
- Le patrimoine bâti de caractère : manoir, dépendance de manoir et four à pain ;
- Le patrimoine lié à l'eau : lavoirs et puits.

PAYSAGES

La commune de Saint-Renan appartient à l'unité paysagère « paysages cultivés avec talus », caractéristique du plateau Léonard.

La commune présente un caractère essentiellement urbain et agricole, mais la présence d'espaces naturels se fait ressentir au niveau des vallées. Ce territoire marqué par le relief favorise des vues amples et longues.



Le paysage de Saint-Renan peut-être divisé schématiquement en plusieurs entités paysagères :

- Un paysage agricole principalement constitué de cultures de céréales (maïs, blé) et de prairies pâturées. Quelques boisements sont également présents. On les retrouve sous forme de bosquets denses, composés d'arbres de haut jet.
- Un paysage naturel formé de différents cours d'eau qui rejoignent les lacs du centre de Saint-Renan et qui sont accompagnés par une ripisylve plus ou moins importante. Ces vallons forment une entité moins aménagée, plus naturelle, qui selon les lieux est boisée ou composée de prairies humides. Ces espaces créent un lien entre le haut et le bas de la commune, où des sentiers permettent de les parcourir.
- Un paysage urbain constitué :
 - Du centre médiéval ;
 - Du centre ancien ;
 - De l'entre deux lacs ;
 - De l'habitat pavillonnaire ;
 - De la zone commerciale ;
 - De la zone d'activités.

2-5 NUISANCES & RISQUES

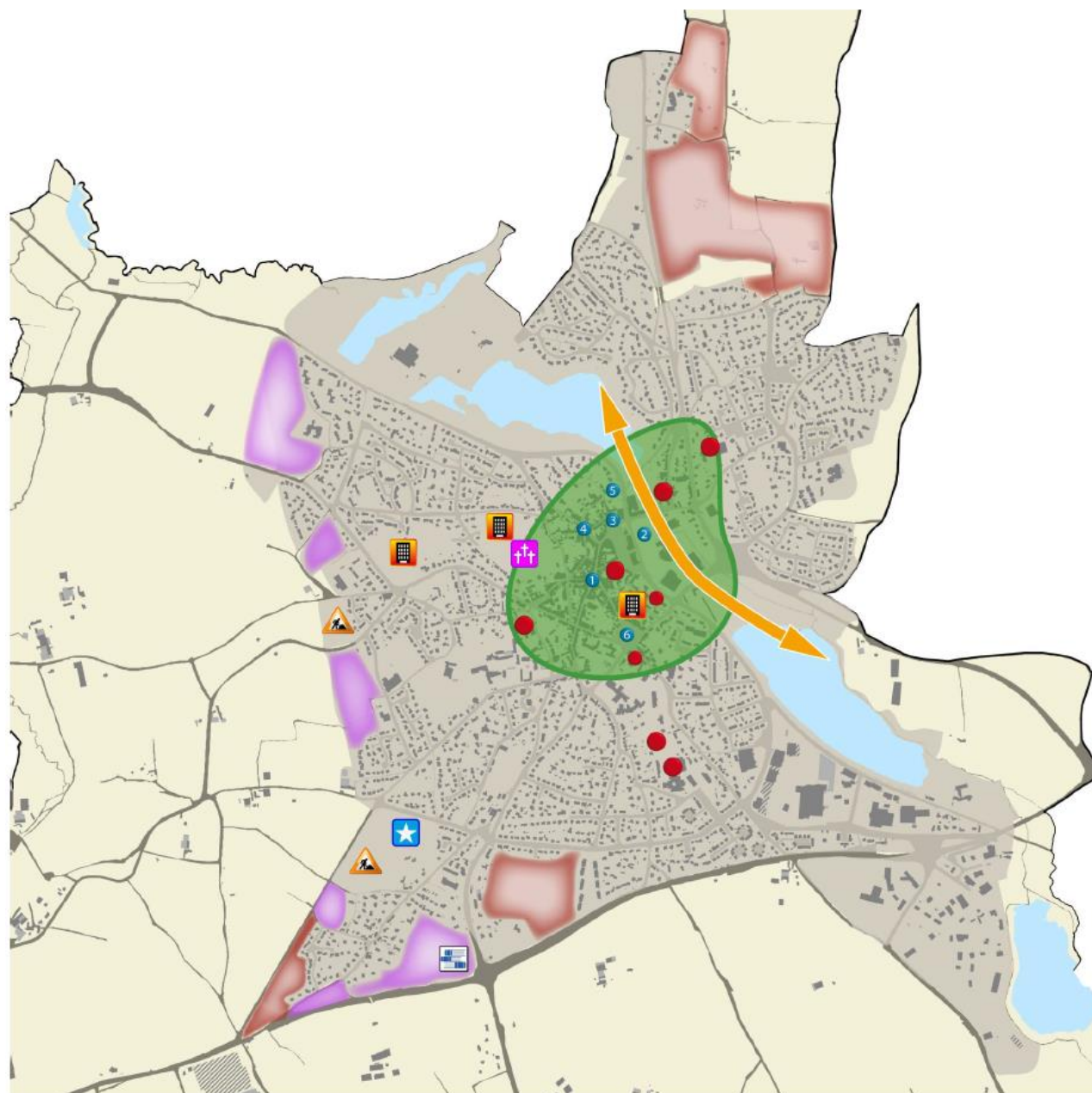
POLLUTIONS & NUISANCES
<p>Sur la commune de Saint-Renan, 5 voies sont classées comme infrastructures de transport terrestre bruyantes. Il s'agit de la RD 67, la RD 105, la RD68, la RD 27 et la RD 5. La bande, de part et d'autre de la voie, affectée par le bruit varie entre 30 et 100 m selon les secteurs. 4 installations radioélectriques de plus de 5 watts sont aussi répertoriées.</p> <p>Par ailleurs, 16 sites sont répertoriés dans l'inventaire historique des sites industriels et activités de service (base de données BASIAS), dont 3 sont encore en activité.</p> <p>De même, un peu moins d'une dizaine d'Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) sont recensées sur la commune de Saint-Renan, principalement des exploitations agricoles. On note également la présence de 2 carrières.</p>
RISQUES NATURELS & TECHNOLOGIQUES
<p>Le dossier départemental des risques majeurs (DDRM), approuvé par arrêté préfectoral le 25 octobre 2012 et actualisé le 25 novembre 2013, recense les risques naturels et technologiques présents dans le Finistère. Il a recensé sur la commune de Saint-Renan le risque sismique : zone de niveau 2, sismicité faible, comme pour l'ensemble de la Bretagne.</p> <p>Concernant l'aléa retrait-gonflement des argiles, l'aléa est qualifié de faible pour une majeure partie du territoire de Saint-Renan. Seuls certains points hauts et le versant Sud de la ville ne sont pas concernés. Une cavité souterraine est également présente sur la commune, dans le hameau de Trégorff.</p> <p>Par ailleurs, la sensibilité aux remontées de nappe est globalement très faible à nulle sur la commune de Saint-Renan. Quelques secteurs à sensibilité forte et très forte sont localisés respectivement au niveau de la zone industrielle de Mespaol et du hameau de Trégorff. Des nappes sub-affleurantes sont également répertoriées au long de l'Aber Ildut et du ruisseau qui vient de Feunteun Ivin.</p>

2-6 DECHETS & ENERGIE

DECHETS
<p>La Communauté de Communes du Pays d'Iroise (CCPI) a la gestion globale des déchets ménagers et assimilés.</p> <p>En 2013, près de 12 242 tonnes d'ordures ménagères ont été collectées sur la CCPI, soit 7 % de moins que l'année précédente. La collecte sélective représente 4 300 tonnes de recyclables (verre compris). Cette augmentation par rapport à 2012 est liée au nouveau mode de collecte des recyclables en porte-à-porte. La commune de Saint-Renan dispose également de 20 points d'apports volontaire : 17 conteneurs aériens et 3 enterrés. La déchetterie la plus proche se situe à Milizac.</p>
ENERGIE
<p>En 2013, la consommation d'énergie sur les réseaux ERDF représente 10 501 MWh pour 1 667 clients sur la commune de Saint-Renan.</p> <p>En ce qui concerne les énergies renouvelables, sa production en 2013 est essentiellement limitée à la consommation de bois bûche (80 %) et bois de chaufferie (19 %), représentant 99 % des productions sur le territoire communal. 5 installations photovoltaïques sont également présentes. La commune de Saint-Renan est située dans une zone favorable au développement de l'éolien.</p>

3- PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES (PADD)

Date du débat relatif aux orientations du PADD	14/09/2015 29/02/2016
Grandes orientations du projet d'aménagement <i>Annexe : Projet de PADD qui a été débattu par le Conseil municipal & compte rendu rapportant le débat</i>	
<ol style="list-style-type: none"> 1. SAINT-RENAN, POLE STRUCTURANT DU PAYS DE BREST – VILLE ACCUEILLANTE <ol style="list-style-type: none"> 1.1. Favoriser le renouvellement de la population, par un accueil facilité des jeunes ménages 1.2. Favoriser la densification du centre-ville et de ses abords et permettre une extension modérée de l'agglomération 1.3. Conforter la présence des services, commerces et équipements 2. SAINT-RENAN, POLE STRUCTURANT DU PAYS DE BREST – VILLE CENTRE ATTRACTIVE <ol style="list-style-type: none"> 2.1. Conserver et développer l'attractivité du cœur de ville 2.2. Renforcer la vitalité commerciale 2.3. Conforter et développer l'économie locale 3. SAINT-RENAN, POLE STRUCTURANT DU PAYS DE BREST – VILLE A LA CAMPAGNE <ol style="list-style-type: none"> 3.1. Préserver et valoriser le patrimoine naturel et la biodiversité 3.2. Préserver la qualité de l'eau 3.3. Promouvoir une utilisation économe des ressources 3.4. Favoriser les déplacements doux 3.5. Prévenir les risques, nuisances et pollutions 	



Saint-Renan

SAINT-RENAN, PÔLE STRUCTURANT DU PAYS DE BREST VILLE ACCUEILLANTE

Révision du Plan Local d'Urbanisme

FAVORISER LA DENSIFICATION DU CENTRE-VILLE ET DE SES ABORDS

Favoriser les opérations de renouvellement urbain : îlot de la Poste,...

Augmenter la densité imposée par le SCoT pour certaines opérations du centre-ville et de ses abords

PERMETTRE UNE EXTENSION MODÉRÉE DE L'AGGLOMÉRATION

En cours d'urbanisation

Ouvrir progressivement des zones à l'urbanisation, afin de maîtriser la croissance démographique : court ou moyen terme, dents creuses long terme

CONFORTE LA PRESENCE DES SERVICES, COMMERCES ET ÉQUIPEMENTS

Concevoir l'aménagement des espaces publics à proximité des commerces et équipements de sorte à les rendre agréables, attractifs et confortables pour les piétons et les cyclistes, et notamment la liaison entre les 2 lacs de Ty Colo et de la Comiren

Améliorer la qualité des places publiques, notamment :

- 1 Place du Vieux Marché
- 2 Place Léon Cheminant
- 3 Place St Antoine
- 4 Place Quartier-maitre Lannuzel
- 5 Place de la fontaine
- 6 Place Général Leclerc

Améliorer la qualité du centre-ville, par la mise en valeur du bâti : réflexion sur les enseignes commerciales, les abords des monuments historiques inscrits,...

PRÉVOIR LA LOCALISATION DES FUTURS ÉQUIPEMENTS

Collège

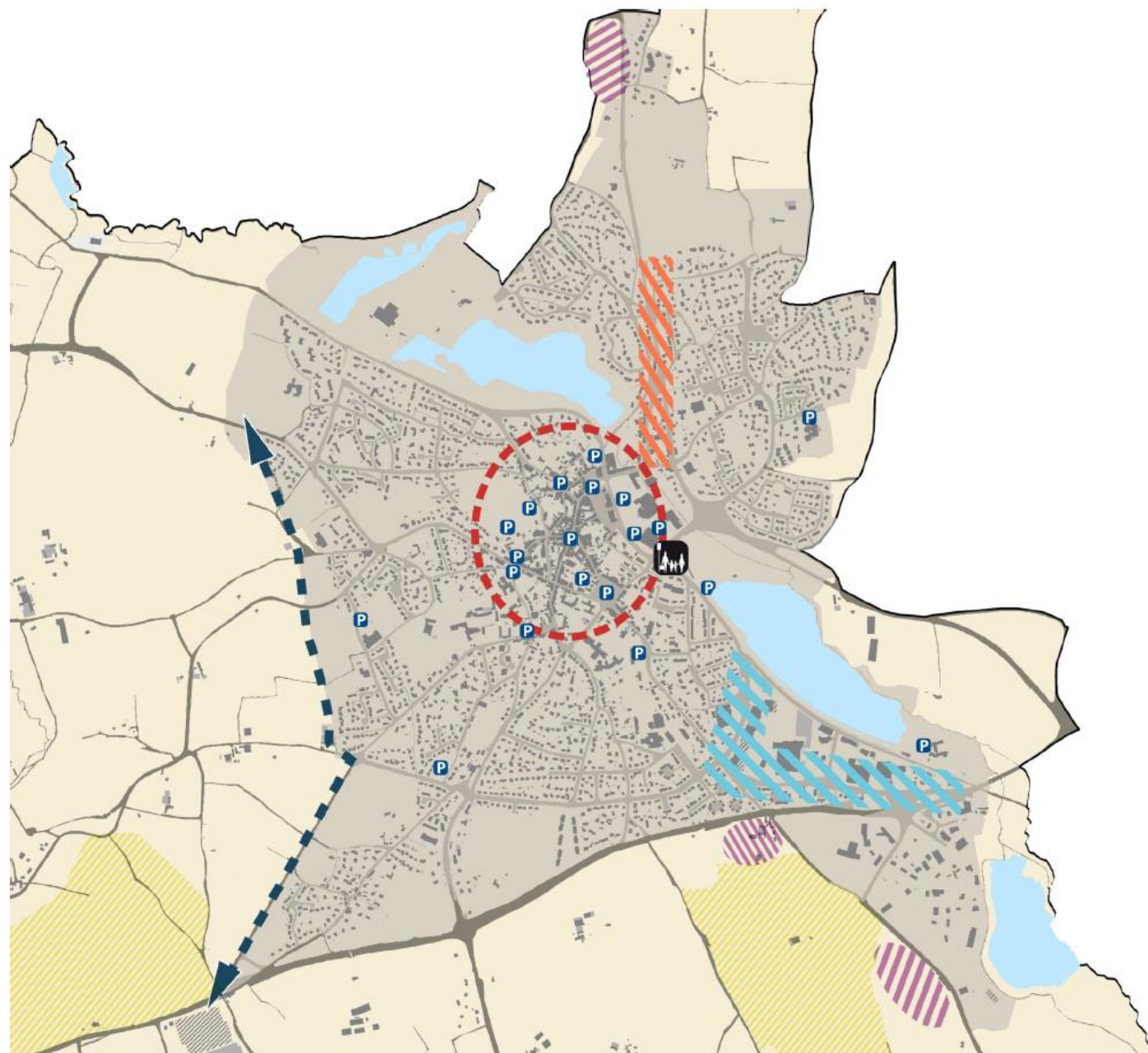
Equipement sportif

Extension du cimetière



0 100 200 300
Mètres





Saint-Renan

**SAINT-RENAN, PÔLE
STRUCTURANT DU PAYS DE BREST
VILLE-CENTRE ATTRACTIVE**

Révision du Plan Local d'Urbanisme

CONSERVER ET DEVELOPPER L'ATTRACTIVITE DU
COEUR DE VILLE

Favoriser l'accessibilité du centre-ville en
mettant en valeur le transport collectif, les
espaces de stationnement périphériques, les
liaisons douces,...



Limitier le transit au niveau du centre-ville par
le maintien du projet d'une voie communale
de contournement, permettant de relier la
route de Plouarzel (RD5) à la route de Plouzané
(RD67)

RENFORCER LA VITALITE COMMERCIALE

Préserver le commerce de détail de centre-ville
zone de diversité commerciale : soumettre à
autorisation le changement de destination des
locaux commerciaux pour de l'habitat, faciliter
la restructuration des locaux commerciaux,...



Veiller à la qualité paysagère des entrées de
ville et privilégier un urbanisme commercial
'nouvelle génération'

CONFORTER ET DEVELOPPER L'ECONOMIE LOCALE

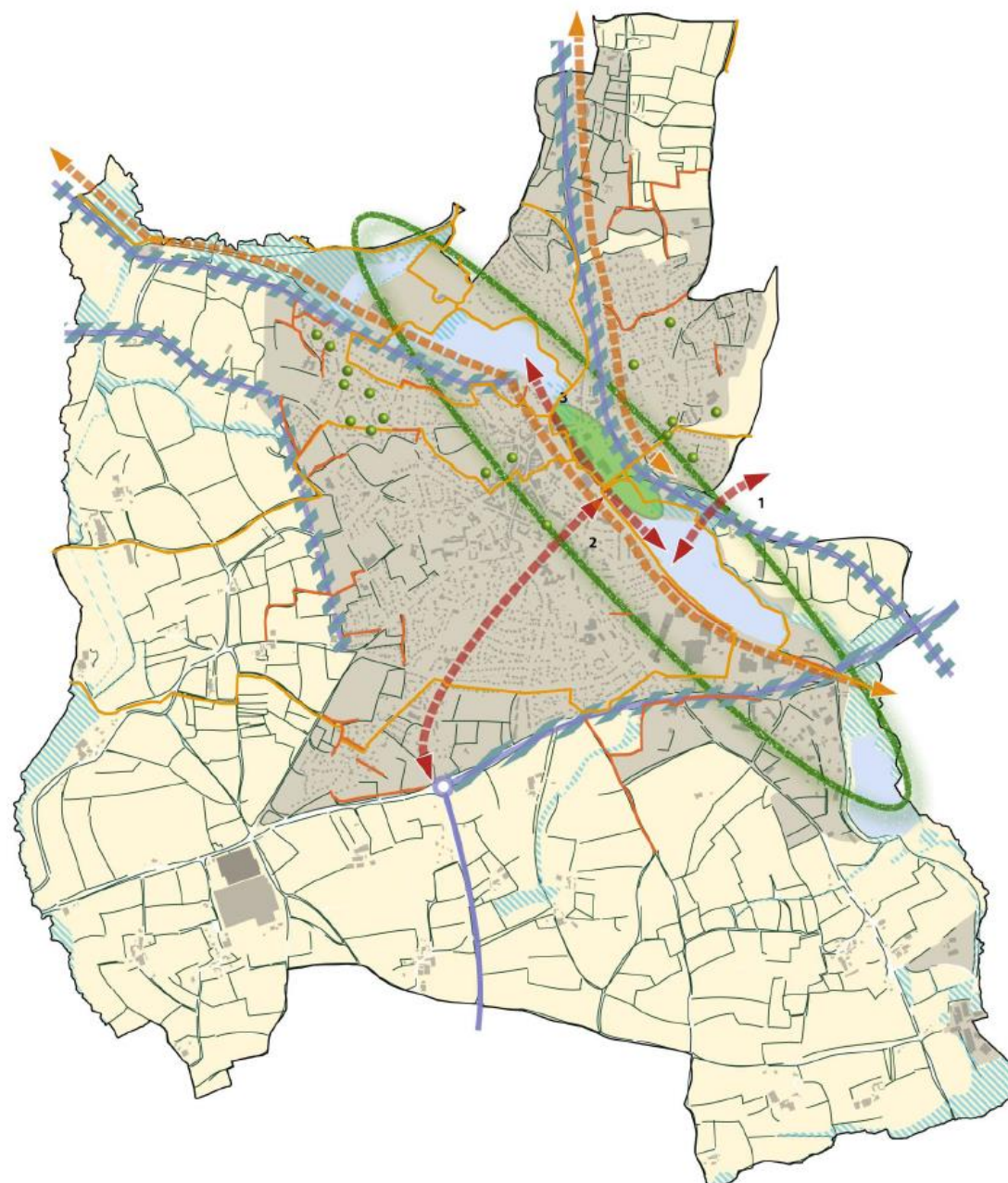
Pérenniser la vocation des zones agricoles et
restreindre les possibilités de développement
de l'habitat

Développer des activités artisanales en favori-
sant notamment la mixité habitat - activités
économiques compatibles avec l'habitat,
notamment en bordure des axes offrant une
bonne visibilité

Développer des activités industrielles et
artisanales en envisageant l'extension de la
zone d'activités de Mespaol, corrélativement à
une gestion plus économe de l'espace

Assurer la pérennité des carrières en autorisant
les activités d'exploitation du sous-sol et les
activités connexes à celles-ci

0 100 200 300
Mètres



Saint - Renan

SAINT-RENAN, PÔLE STRUCTURANT DU PAYS DE BREST VILLE A LA CAMPAGNE

Révision du Plan Local d'Urbanisme

PRESERVER ET VALORISER LA TRAME VERTE ET BLEUE

- Préserver les secteurs naturels de la ville en les valorisant (vallée de l'Idut, lacs)
- Assurer les continuités écologiques
- Mailler la trame verte de la ville en préservant des continuités vertes entre les parcs et jardins, les lacs, la ceinture agricole
- Préserver les zones humides
- Protéger le maillage bocager dans la mesure du possible
- Préserver la ceinture agricole de l'agglomération

FAVORISER LES DEPLACEMENTS DOUX

- 1 Prévoir des traversées sécurisées au niveau des grands axes (ex : traversée de la RD105 vers le bois du Curru)
- 2 Poursuivre la politique de cheminements doux liant les nouveaux quartiers aux équipements communaux, notamment :
 - pour permettre la desserte du futur collège du quartier de Quillimerien
- 3 - entre les lacs de la Comiren et de Ty Colo, afin de mettre en valeur les équipements et relier la gare routière (amélioration de la signalétique, aménagement paysager)
- Développer la pratique du vélo par la création d'axes de circulation sécurisés (vallée de l'Idut et route de Ploudalmézeau), et des stationnements vélos au plus près des équipements, commerces, zones d'habitat,...
- Connecter les cheminements communaux au schéma communautaire des déplacements doux

PREVENIR LES RISQUES, NUISANCES ET POLLUTIONS

- Prendre en compte le bruit dès la conception des projets d'aménagement, notamment le long des infrastructures sonores



0 200 400 m



4- SENSIBILITE ENVIRONNEMENTALE ET CARACTERISTIQUES DES INCIDENCES POTENTIELLES DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT ET LA SANTE HUMAINE

4-1 GESTION ECONOMIQUE DE L'ESPACE ET MAITRISE DE L'ETALEMENT URBAIN

EVOLUTION DU TERRITOIRE AU COURS DES DERNIERES ANNEES		
Développement depuis 10 ans	Croissance démographique	Taux de croissance de 1 %
	Nombre de logements produits	55 logements/an 36 % de logements nouveaux créés en réinvestissement urbain depuis la révision de 2006
	Densité de logements produits/ha	Entre 15 et 20 logements/ha
Consommation d'espace entre 2005 et 2014	Habitat	27,3 ha
	Activités économiques	8,8 ha
	Equipements	3,9 ha
	TOTAL	40,0 ha

PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT		
Objectifs en matière de maîtrise de la consommation d'espace	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Ouverture progressive des zones à l'urbanisation ▪ Accompagner de nouvelles opérations visant la requalification de sites urbains ▪ Continuer d'exploiter les potentialités de « réinvestissement urbain » ▪ Développer les outils de renouvellement urbain : politique foncière active et intervention opérationnelle publique ▪ Offre d'habitat plus dense pour certaines opérations du centre-ville et ses abords en identifiant les secteurs dans lesquels les densités pourront être augmentées ▪ Optimiser le foncier disponible par la réduction du recul inconstructible par rapport à la voie ▪ Permettre une meilleure exploitation de la hauteur maximale autorisée pour les immeubles collectifs et optimiser le parcellaire ▪ Maintenir voire réduire les zones réservées aux équipements du fait de la présence de zones humides ▪ Optimiser et mobiliser le foncier aménagé pour les activités économiques ▪ Préserver la ceinture agricole de l'agglomération 	
	Evolution par rapport aux tendances passées	
D'ici 20 ans	Population envisagée	Croissance continue de la population Croissance de 1,3 % par an, soit 10 000 habitants
	Nombre de logements à créer	~ 1 335 logements, soit 67 logements neufs par an
	Densité de production de logements par hectare	Au minimum 20 logements/ha dans les zones d'extension 30 logements/ha pour les zones de renouvellement urbain

Ouverture à l'urbanisation de certaines parties du territoire par le projet de PLU		
<input checked="" type="checkbox"/> Oui		<input type="checkbox"/> Non
Superficie approximative des zones ouvertes à l'urbanisation du projet de zonage (zones AU)	<i>Habitat</i>	~ 62,3 ha
	<i>Activités</i>	~ 19,8 ha
	<i>Equipements</i>	~ 5,0 ha
	TOTAL	~ 87,1 ha
Optimisation du potentiel constructible à l'intérieur du tissu urbain existant		Le potentiel de réinvestissement urbain est de 17,8 ha (densification spontanée non comprise) pour l'habitat.

GRANDES LIGNES EN FONCTION DES ZONES CONCERNEES				
Bourg	<i>Habitat</i>	~ 5,7 ha en dents creuses ~ 9,9 ha en îlot disponible ~ 3,0 ha en renouvellement urbain ~ 43,4 ha en extension		
		Soit un total de 62,0 ha		
		~ 6,8 ha en U	~ 24,7 ha en 1AU	~ 30,5 ha en 2AU
	<i>Equipements</i>	~ 5,6 ha en dents creuses ~ 1,1 ha en renouvellement urbain ~ 2,2 ha en extension		
		Soit un total de ~ 8,9 ha		
		~ 3,9 ha en U	~ 2,9 ha en 1AU	~ 2,1 ha en 2AU
	<i>Activités</i>	~ 5,9 ha en dents creuses ~ 1,5 ha en renouvellement urbain ~ 14,9 ha en extension		
		Soit un total de ~ 22,3 ha		
		~ 7,1 ha en U	~ 9,8 ha en 1AU	~ 5,5 ha en 2AU
	TOTAL de 490,7 ha	~ 17,8 ha en U	~ 37,4 ha en 1AU	~ 38,1 ha en 2AU
Carrière Ty Ruz		~ 1,6 ha en extension ■ Prise en considération des possibilités d'évolution des carrières en permettant le développement d'activités connexes à l'activité de carrière (zonage 1AUed)		
		Soit un total de ~ 1,6 ha		
		U	~ 1,6 ha en 1AU	2AU

BILAN DES SURFACES TOTALES URBANISABLES DU PLU		
Par secteur	<i>Habitat</i>	~ 62,0 ha
	<i>Equipements</i>	~ 8,9 ha
	<i>Activités</i>	~ 24,0 ha
Par zone	<i>U</i>	~ 17,8 ha
	<i>1AU</i>	~ 39,0 ha
	<i>2AU</i>	~ 38,1
TOTAL	94,9 ha	

La totalité des 62,0 ha de zones urbanisables prévues pour l'habitat se trouvent dans l'agglomération de Saint-Renan. Sur ces 62,0 ha, 14,5 % se situent en secteur de réinvestissement urbain : 3 ha en renouvellement urbain et 5,7 ha en dents creuses. Cette valeur est un peu inférieure aux 20 % que le SCoT du Pays de Brest impose.

En effet, les objectifs de modération de la consommation d'espace du projet de PLU de Saint-Renan doivent prendre en compte les deux contraintes suivantes :

- l'exploitation depuis 2006 de nombreuses potentialités de renouvellement urbain, soit 36 % des logements nouveaux créés ;
- les obligations d'accueil de constructions nouvelles faites à la commune au titre de sa qualité de pôle structurant à vocation urbaine du Pays de Brest.

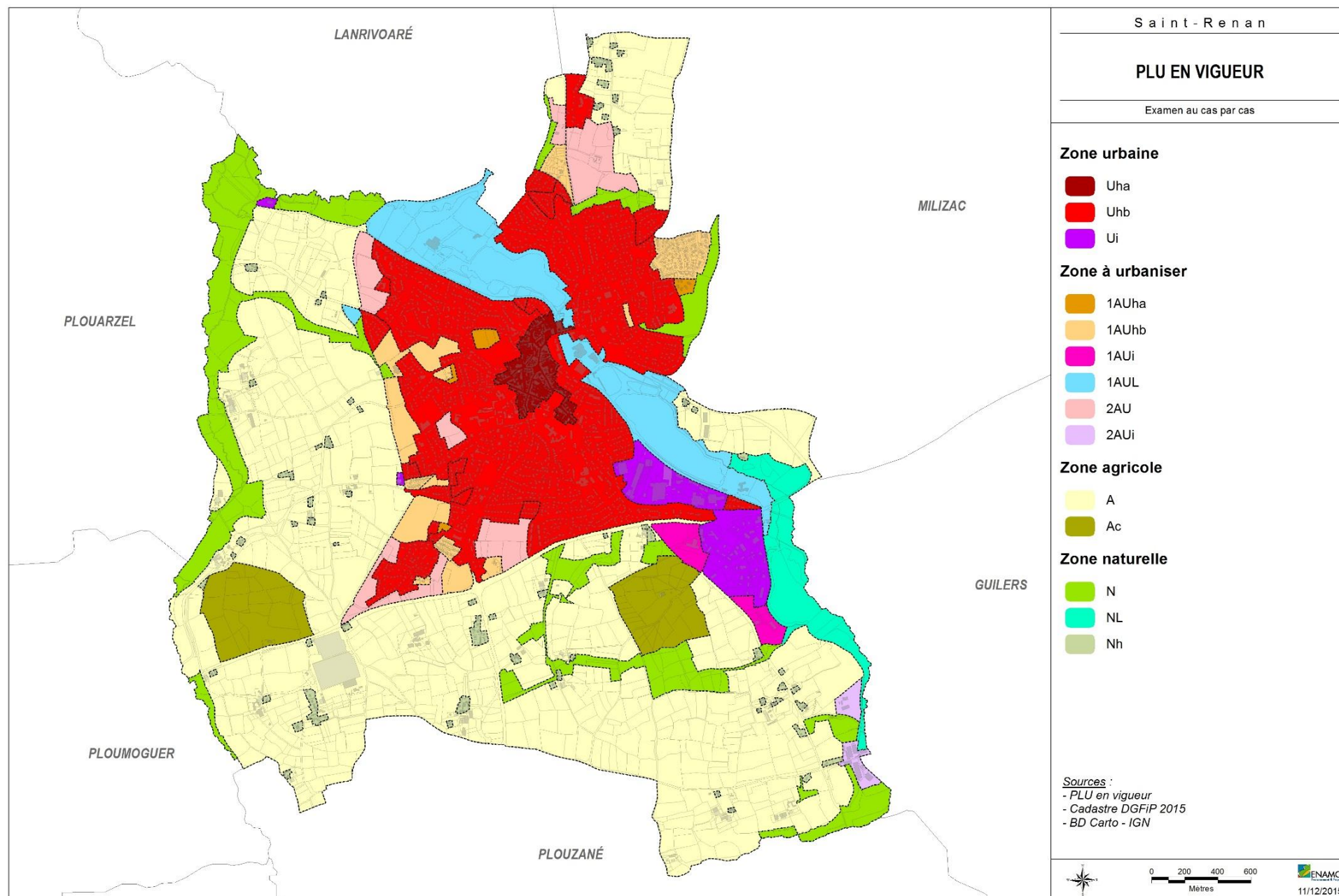
En revanche, en ce qui concerne les activités et les équipements, les zones constructibles localisées en réinvestissement urbain sont respectivement de 30,8 % (soit 7,4 ha) et de 75,3 % (soit 6,7 ha). Ainsi, sur les 94,9 ha de zones urbanisables toutes vocations confondues, **24 %** sont localisées en réinvestissement urbain.

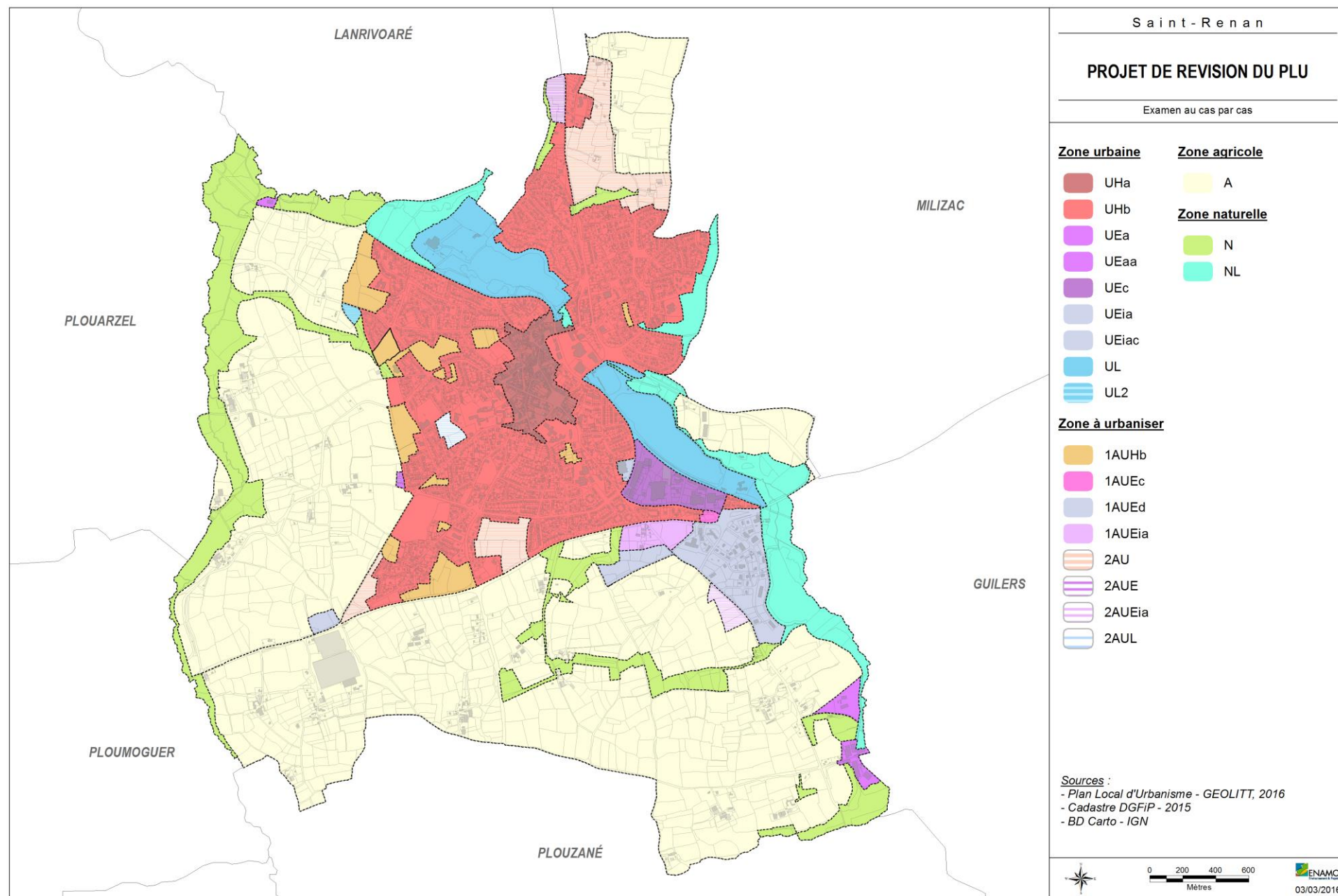
Par ailleurs, pour limiter l'étalement urbain et être économe en espace, la commune de Saint-Renan s'est appuyée sur sa consommation d'espace entre 2005 et 2014 afin de dimensionner son PLU et les futurs secteurs à urbaniser au besoin réel du territoire.

L'augmentation de la densité à 20 logements/ha a minima permet de réduire de 31 % la consommation d'espace pour les 20 prochaines années. En effet, une densité moyenne de 15 logements/ha, comme dans le PLU de 2006 aurait nécessité de réserver 89 h à l'urbanisation. Cet objectif est supérieur à l'objectif global de -25% fixé par le SCoT du Pays de Brest.

De plus, la surface du projet de PLU destinées aux équipements est moindre par rapport à celle du PLU de 2006. Elle correspond à une réduction de 31 % des surfaces, qui passent de 83 ha à 57 ha.

NB : Afin de prendre en considération les possibilités d'évolution des deux carrières sur la commune de Saint-Renan, le zonage Ac au PLU en vigueur a été supprimé et remplacé par une trame au titre de l'article R. 151-31 2° du code de l'urbanisme au projet de PLU. Cette trame qui autorise l'utilisation du sous-sol, permet d'ajuster les zones de carrières selon les arrêtés des périmètres d'exploitation en vigueur. Elle tient également compte des projets d'extension de ces activités. Ainsi, les zones des carrières de Keravel et de Kerastang ont été étendues respectivement de 8,5 ha (de 23,2 ha à 31,7 ha) et 16,2 ha (de 27,8 ha à 44 ha).

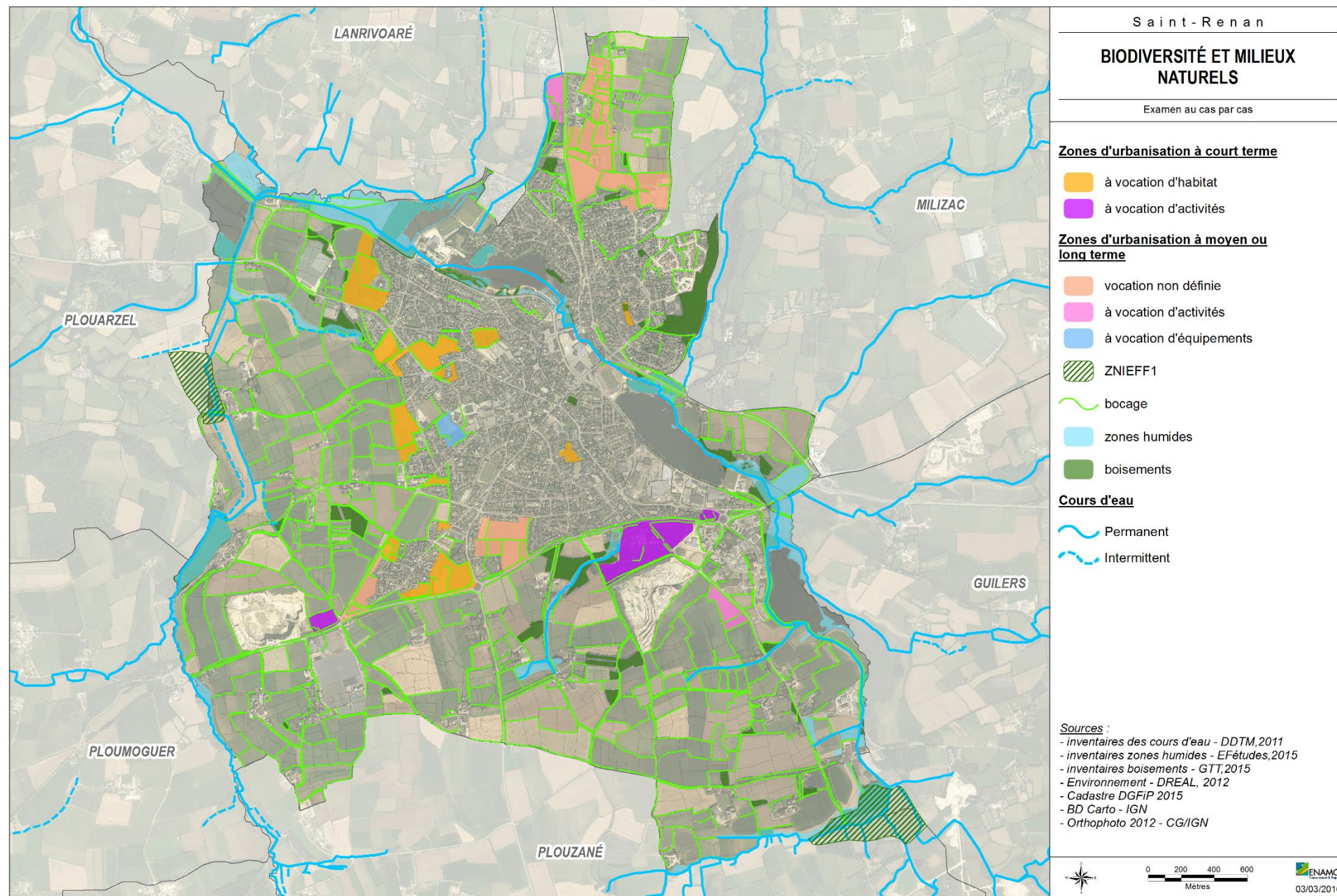




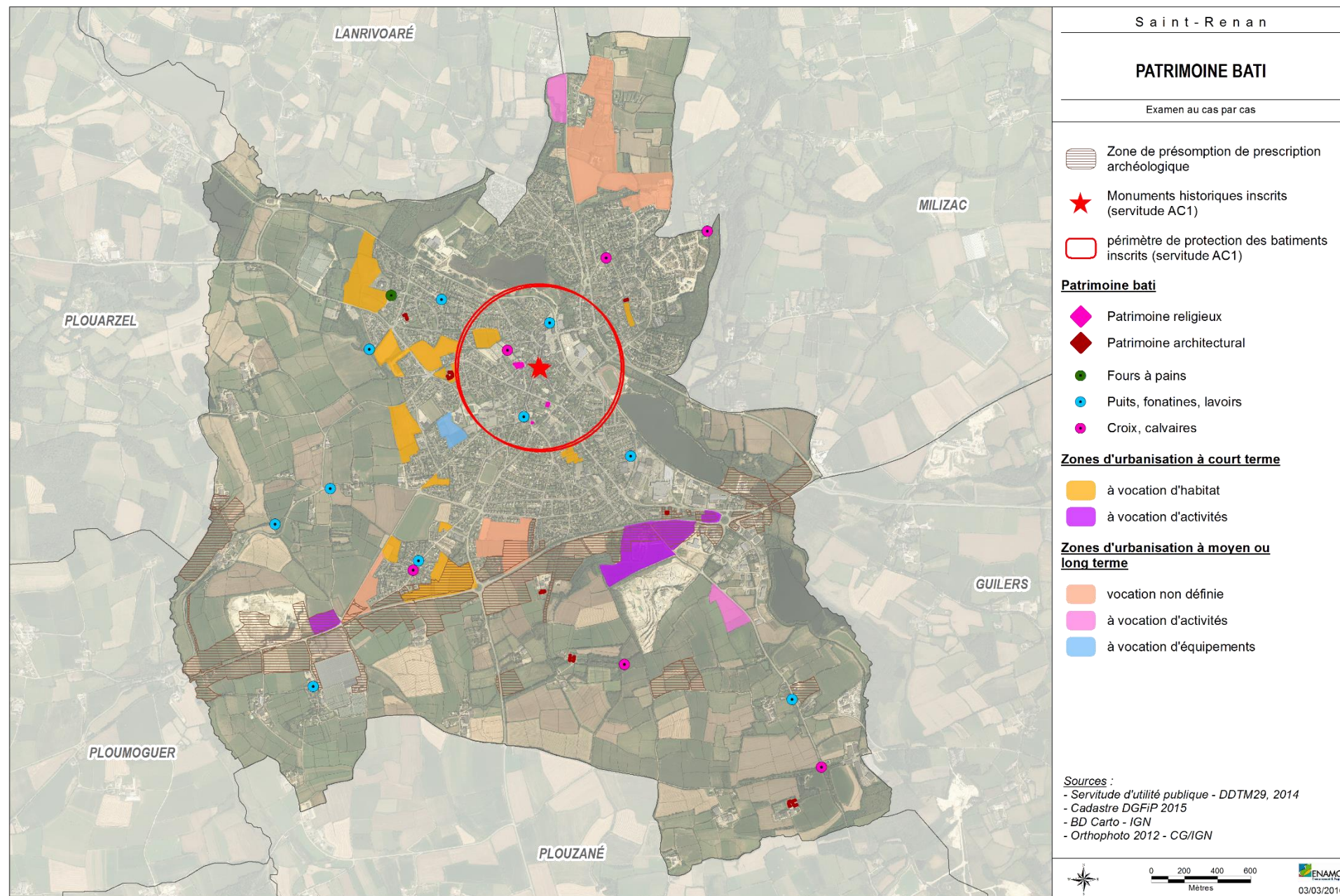
4-2 PROTECTION DES PAYSAGES, DU PATRIMOINE NATUREL ET BATI

ESPACES DE BIODIVERSITE ET CONTINUITES ECOLOGIQUES		
Document concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par une ou plusieurs :		Orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours
Continuités écologiques connues ou repérées	Sur tout le territoire	<ul style="list-style-type: none"> Respecter le site dans les opérations d'aménagements, notamment le végétal, élément fort du paysage, fait partie intégrante des projets dès leur conception Mailler la trame verte de la ville en préservant des continuités vertes entre les parcs et jardins, les lacs, la ceinture agricole...
Zones humides	74,6 ha recensés	<ul style="list-style-type: none"> Préserver les zones humides pour leurs différents rôles 74,5 ha identifiés au titre de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme Aucune zone AU directement concernée, mais le Nord-Ouest de la zone à vocation d'activités à court terme, située au Nord de la carrière de Keravel est au contact d'une zone humide
Espaces boisés et forestiers	57,8 ha recensés	<ul style="list-style-type: none"> 6,0 ha identifiés au titre de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme Aucune zone AU concernée
Maillage bocager	147,7 km linéaires recensés	<ul style="list-style-type: none"> 8 483 ml situés à l'intérieur ou sur le pourtour des futures zones à urbaniser Protéger le maillage bocager pour ses différents rôles 90 671 ml identifiés au titre de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme
Cours d'eau	17 000 ml recensés	Aucune zone AU directement concernée mais le Nord-Ouest de la zone 1AU à vocation d'activités, située au Nord de la carrière de Keravel et le pourtour Nord et Ouest de la zone 2AU à vocation d'activités au niveau de Mengleuz (Nord de la commune) sont au contact d'un cours d'eau
Espaces verts	-	<ul style="list-style-type: none"> Préserver les secteurs naturels de la ville en les valorisant, notamment la coulée verte de la vallée de l'Ildut 3,1 ha identifiés au titre de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme Veiller à la qualité paysagère des entrées de ville (plantations...) et valoriser les espaces publics

Les espaces naturels de la commune de Saint-Renan seront protégés par un zonage N, représentant un peu plus de 169 ha au projet du PLU, soit environ 13 % du territoire.



ESPACES DE BIODIVERSITE ET CONTINUITES ECOLOGIQUES		
Document concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par une ou plusieurs :		Orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours
Patrimoine bâti	Une trentaine d'éléments de patrimoine recensés	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Améliorer la qualité des places publiques, notamment place du Vieux Marché, place Léon Cheminant, place Saint Antoine, place Quartier Maître Lannuzel et place de la fontaine ▪ Préserver l'architecture du cœur de ville afin d'améliorer la qualité du centre-ville par une réflexion sur les enseignes commerciales, sur les abords des monuments historiques inscrits... ▪ Continuer à mettre en valeur le patrimoine bâti notamment pour le tourisme ▪ Identification des éléments du patrimoine bâti recensés au titre de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme, soit
Zones de présomption de prescriptions archéologiques	5	<p>Sont concernées toutes les zones à urbaniser qui longent la RD 67, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> □ Les zones 2AU à vocation non définie au niveau de Quillimerrien et du Clos Névez ; □ Les zones 1AU à vocation d'habitat au niveau de Quillimerrien ; □ Les zones 1AU à vocation d'activités au niveau des carrières de Keravel et de Kerastang.
Monuments historiques	2 périmètres inscrits : les façades et toitures de la maison Cardinal et de la Maison Gérard	La zone 1AU à vocation d'habitat au Nord du cimetière se trouve au sein des 2 périmètres des monuments historiques inscrits situés « rue de l'église »



4-3 GESTION DE LA RESSOURCE EN EAU

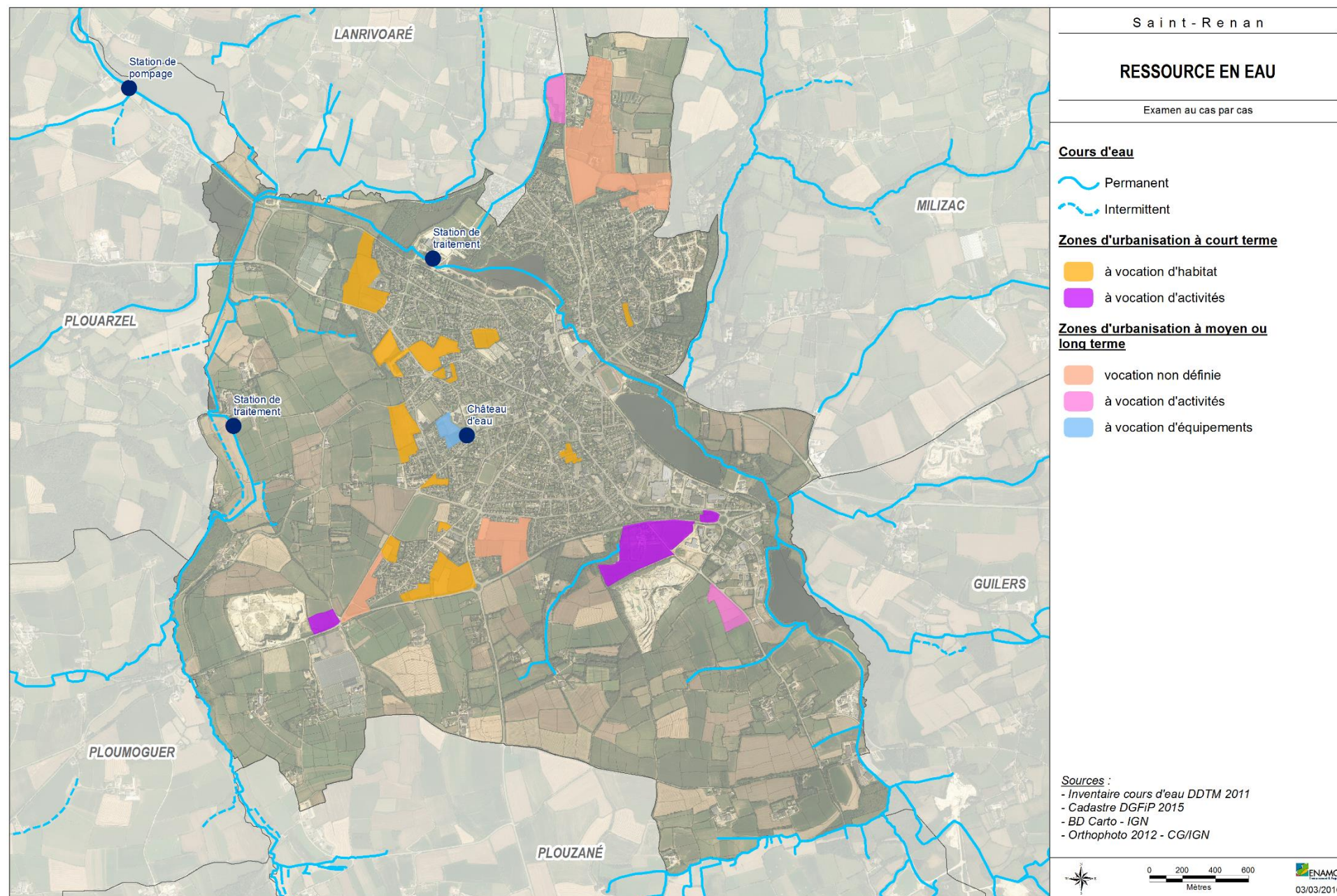
Objectifs en matière de ressource en eau
<ul style="list-style-type: none"> ▪ S'assurer de la conformité des dispositifs d'assainissement individuel ou semi collectif pour les secteurs non raccordés au réseau de collecte des eaux usées ▪ Intégrer le schéma de gestion des eaux pluviales au règlement du PLU ▪ Privilégier une gestion alternative des eaux pluviales à ciel ouvert et intégré à l'aménagement paysager : plaine de jeux, noues, bassins... ▪ Veiller à la préservation du maillage bocager, dans la mesure du possible

EAU POTABLE	
Périmètre de protection de captage d'eau	
<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Non

EAUX USEES			
Capacité de la station d'épuration	12 000 EH		
Capacité de charge hydraulique	2 400 m ³ par jour		
Nombre d'habitants raccordés	7 500 EH	Capacité nominale actuelle	~ 43 %
Charge organique actuelle par jour	1 034 m ³ /j		
Actualisation du zonage d'assainissement			
<input checked="" type="checkbox"/> Oui		<input type="checkbox"/> Non	
<p>Une étude de zonage d'assainissement des eaux usées a été réalisée en 1999 par le cabinet ALIDADE sur le territoire de Saint-Renan. Dans le cadre de cette étude, l'aptitude des sols à l'assainissement individuel a été analysée sur le quartier de Pont-Corf. L'actualisation du zonage d'assainissement des eaux usées est en cours et suit l'avancement du PLU.</p>			

EAUX PLUVIALES	
Zonage d'assainissement pluvial	
<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
<p>Un schéma directeur d'assainissement pluvial est en cours de réalisation par la Communauté de Communes du Pays d'Iroise (CCPI).</p>	

En parallèle de la demande d'examen au cas par cas du PLU de Saint-Renan, il sera déposé le formulaire de demande d'examen au cas par cas des zonages d'assainissement des eaux usées et pluviales de la commune.

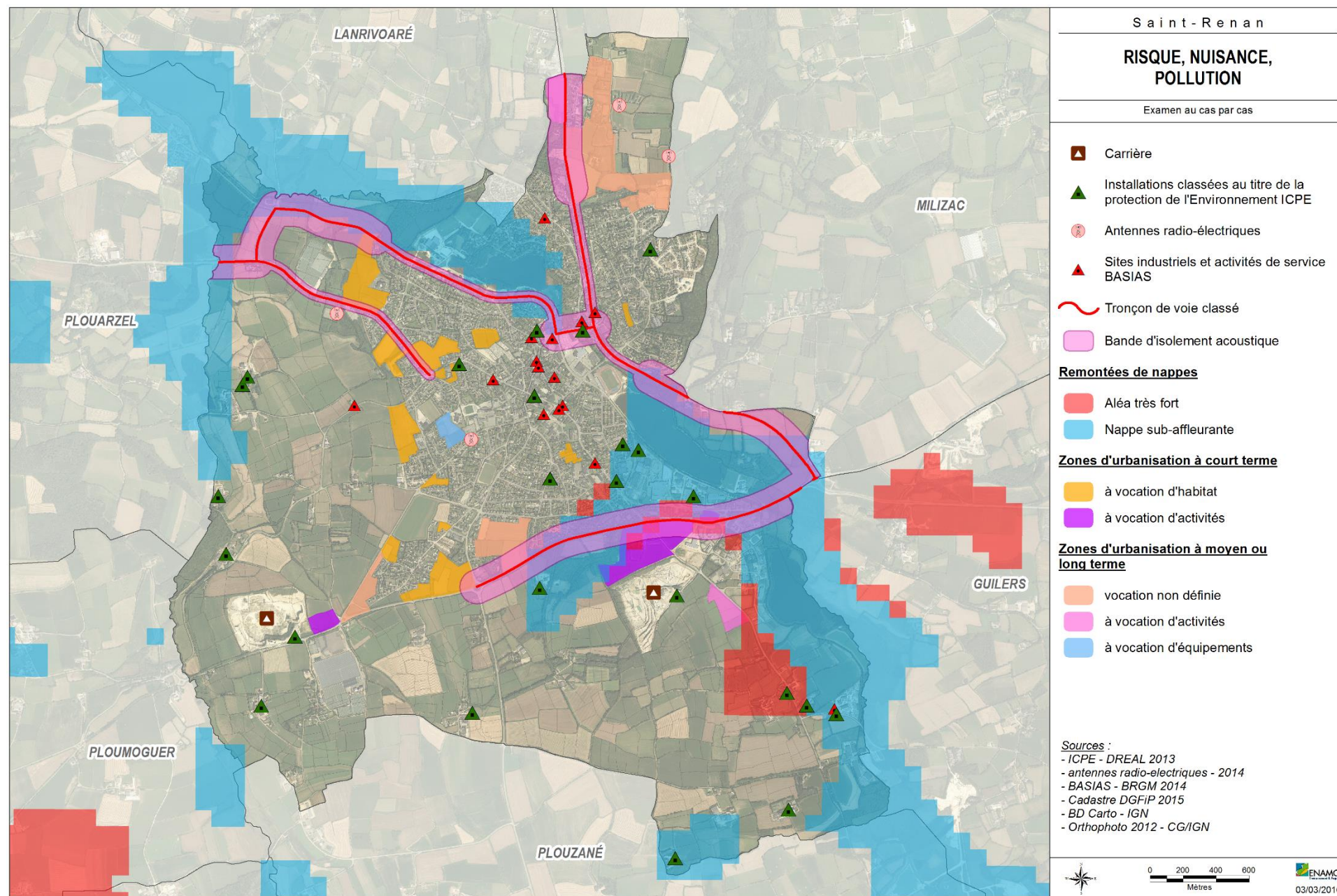


4-4 PRISE EN COMPTE DES RISQUES, POLLUTIONS ET PREVENTION DES NUISANCES

Objectifs en matière de pollutions, nuisances et risques	
<ul style="list-style-type: none"> ■ Limiter l'augmentation des déchets générés par le développement de l'urbanisation <ul style="list-style-type: none"> □ Inciter à la réutilisation des remblais sur place □ Poursuivre l'opération de mise à disposition du compost issu de la déshydratation des boues de la station d'épuration à la population □ Obligation de prévoir des points de collecte dans les zones d'habitat □ Préconiser les essences locales à pousse lente pour limiter la production de déchets verts ainsi que le recours au compostage ■ Veiller à limiter les nuisances sonores, sources dues notamment à la circulation et aux activités économiques <ul style="list-style-type: none"> □ En diminuant le trafic et les vitesses de circulation, par la poursuite des zones de rencontres dans le prolongement des zones 30 □ En prenant en compte le bruit dès la conception des projets d'aménagement, de même que lors de travaux sous maîtrise d'ouvrage communale 	

DECHETS, NUISANCES & RISQUES		
Document concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par une ou plusieurs :		Orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours
Sites et sols pollués ou potentiellement pollués	16	Aucun site ne se situe au sein d'une future zone à urbaniser.
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE)	9	Aucune ICPE ne se situe au sein d'une future zone à urbaniser.
Nuisances connues ou projets susceptibles d'entraîner des nuisances	<ul style="list-style-type: none"> ■ 2 carrières ■ RD67, RD105, RD68, R27 et RD5 ■ 4 installations radioélectriques 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Permettre l'exploitation du sous-sol en représentant les carrières par une trame au titre de l'article 151-31 2° du code de l'urbanisme ■ Permettre les activités connexes aux carrières de Kervavel et de Kerastang avec le zonage 1AUEd ■ Plusieurs zones à urbaniser sont concernées par la bande d'isolement acoustique : <ul style="list-style-type: none"> □ De 100 m le long de la RD 68 pour les zones 2AU à vocation non définie (partie Ouest de la zone) et d'activités (toute la zone) situées à Mengleuz □ De 100 m le long de la RD 27 pour le Nord de la zone 1AU à vocation d'habitat située à Boudoulant □ De 30 m le long de la RD 5 pour les zones 1AU à vocation d'habitat : la partie Sud de la zone située à Boudoulant et les zones à Le Boulac'h □ De 100 m le long de la RD 67 pour la partie Sud-Est de la zone 1AU à vocation d'habitat, la partie Sud de la zone

		<p>2AU à vocation non définie et la partie Nord de la zone 1AU à vocation d'activités au niveau de la carrière de Keravel</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Réduction du recul inconstructible par rapport à la voie pour optimiser le foncier
Risques ou aléas naturels connus	<ul style="list-style-type: none"> ■ Risque sismique niveau 2 ■ Cavité souterraine au niveau du hameau de Trégorff ■ Risque d'inondation par remontées de nappes 	<p>La moitié Nord de la zone 1AU à vocation d'activités au niveau de la carrière de Keravel est concernée par un aléa fort, voire de nappe sub-affleurante pour le risque de remontées de nappes</p>
Risques technologiques connus	Néant	-



4-5 ACTIONS EN FAVEUR D'UNE DIMINUTION DES EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE

Objectifs en matière de déplacement et d'énergie

- Réduire la consommation d'énergie en :
 - Adaptant, dans la mesure du possible, les équipements existants aux économies d'énergie ;
 - Poursuivant le programme annuel de rénovation de l'éclairage public en prenant en compte la consommation énergétique et en veillant à cette prise en compte pour tout nouveau raccordement à l'éclairage public ;
 - Définissant les principes de la conception bioclimatique et de l'éco conception des nouveaux quartiers (habitations, équipements et espaces publics) ;
 - Imposant éventuellement une approche environnementale, en concertation avec le bailleur social, qui vise les économies d'énergies dans les programmes de logements sociaux ;
 - Réglementant l'implantation d'installations de production d'énergie renouvelable (panneaux solaires...
- La politique de préservation de la trame bocagère permet de favoriser la filière bois et ainsi le recours aux énergies renouvelables.
- Développer les déplacements doux et le transport collectif
 - Concevoir l'aménagement des espaces publics à proximité des commerces et équipements de sorte à les rendre agréables, attractifs et confortables pour les piétons et les cyclistes ;
 - Favoriser l'accessibilité du centre-ville par l'offre de transport collectif ;
 - Attirer et fidéliser les visiteurs, promeneurs, clients et usagers par la valorisation des espaces publics et des cheminements en offrant notamment des ambiances agréables, conviviales pour les piétons dans les rues du centre-ville et des places ;
 - Continuer d'exploiter les opportunités de création et/ou de connexion de nouvelles liaisons piétonnes ;
 - Poursuivre la politique de cheminement doux liant les nouveaux quartiers aux équipements communaux pour permettre la desserte du futur collège ou encore des lacs ;
 - Développer la pratique du vélo par la création d'axes de circulation sécurisés et des stationnements vélos au plus près des équipements, commerces, zones d'habitat...
- Dans les éléments graphiques du PLU, figureront les liaisons douces existantes à conserver (~ 7 726 ml) et des emplacements réservés représentant une surface de près de 24 000 m² pour la création de cheminements piétons ou encore l'aménagement de pistes cyclables.

ANNEXES

ANNEXE 1 : DELIBERATION ENGAGEANT LA PROCEDURE DE REVISION DU PLU DE SAINT-RENAN



CONSEIL MUNICIPAL DE SAINT-RENAN

REUNION DU 15 SEPTEMBRE 2014

Le conseil municipal s'est réuni en mairie le lundi 15 septembre 2014 à 20h00, sous la présidence de Monsieur Gilles MOUNIER, Maire de SAINT-RENAN.

Monsieur le Maire a procédé à l'appel des conseillers municipaux.

Etaient présents tous les conseillers en exercice, à l'exception de messieurs LARS et SENANT, qui avaient respectivement donné pouvoir à monsieur COLLOC et madame GARLAN.

Monsieur le Maire a constaté que le quorum était atteint.

Monsieur le Maire a proposé au conseil de désigner Madame SEVE comme secrétaire de séance. Cette proposition a été acceptée à l'unanimité par le conseil.

Nombre de conseillers en exercice : 29

Présents : 27

Votants : 29

Date de la convocation : 8 septembre 2014

DELIBERATION NUMERO DCM 2014-09-02

REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME : PRESCRIPTION DE LA REVISION - PRECISION DES OBJECTIFS POURSUIVIS ET DES MODALITES DE LA CONCERTATION

Exposé de Monsieur le Maire.

Le présent exposé a pour objet, en application des articles L 123-6 et L 300-2 du code de l'urbanisme, de proposer les objectifs et les modalités de la concertation en vue de la prescription de la révision du plan local d'urbanisme (PLU) par le conseil municipal.

La commune de Saint Renan est dotée d'un PLU approuvé le 13 février 2006, faisant suite au Plan d'Occupation des Sols (POS). Le PLU a fait l'objet de trois procédures d'évolution : une modification n°1 approuvée le 13 décembre 2010 et une révision simplifiée n°1 approuvée le 13 décembre 2010, une modification simplifiée n° 1 approuvée le 30 juin 2014.

Les objectifs de la révision sont doubles.

1 - Les objectifs qui découlent des obligations supra communales.

La mise en conformité avec la loi Engagement National pour l'Environnement du 12 juillet 2010, se traduira notamment par la mise en place d'objectifs de réduction de la consommation d'espace et de lutte contre l'étalement urbain, de protection des continuités écologiques et de la trame verte et bleue.

.../...



La mise en compatibilité avec le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) du Pays de Brest approuvé le 13 septembre 2011, se traduira notamment par l'intégration des principes de densité, de renouvellement urbain, et de mixité sociale, ainsi que la prise en compte de l'inventaire des zones humides et l'établissement d'un schéma directeur d'assainissement des eaux pluviales.

La mise en compatibilité avec le Programme Local de l'Habitat (PLH) communautaire modifié le 29 janvier 2014, se traduira notamment par l'intégration des objectifs de production de logements et de mixité sociale.

La mise en compatibilité avec le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) du Bas Léon modifié le 18 février 2014, se traduira notamment par l'intégration des objectifs de protection de la ressource en eau.

La révision prendra également en considération les dernières évolutions législatives.

On citera notamment la loi du 22 mars 2012 modifiant l'article L 621-30 du code du Patrimoine (modification du périmètre de protection des monuments historiques) ainsi que la loi ALUR (loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové) du 24 mars 2014 (étude de la consommation d'espace et densification du tissu urbain, inventaire des capacités de stationnement et de mutualisation).

2 - Les objectifs qui résultent d'une nécessité locale.

Ces objectifs sont liés à une nécessaire évolution du document d'urbanisme depuis l'approbation de la dernière révision.

1°) Favoriser l'accès au logement, la commune de Saint-Renan étant identifiée comme pôle structurant à vocation urbaine par le SCOT du Pays de Brest - Favoriser le renouvellement urbain ainsi qu'une gestion économe de l'espace - Favoriser la mixité sociale et la mixité générationnelle – Favoriser la mixité des usages. Il s'agira notamment de :

- mobiliser du foncier en faveur du logement,
- faciliter dans certains secteurs la densification du bâti existant, favoriser la division de propriétés bâties en vue de la construction,
- réfléchir au devenir du site du collège public actuel du fait du projet de construction d'un nouvel établissement sur un autre site.

2°) Favoriser l'activité économique. Il s'agira notamment de :

- disposer du terrain nécessaire à l'accueil de nouvelles activités économiques et aux besoins d'évolution des activités existantes,
- répondre aux besoins d'évolution et de diversification des activités existantes.

3°) Faire évoluer le règlement écrit et les documents graphiques du règlement. Il s'agira notamment de :

- porter une attention particulière à la préservation de l'environnement qu'il soit naturel ou bâti,
- réfléchir aux schémas de circulation, favoriser les déplacements doux ou mixtes,
- prendre en compte l'évolution des besoins et des usages,
- clarifier et faciliter l'application du droit des sols.

.../...



D'autre part, il est proposé les modalités de concertation suivantes durant toute la phase d'étude jusqu'à l'arrêt du PLU :

- une information régulière dans le mensuel Saint-Renan Actualités, ainsi que sur le site internet de la commune,
- la mise à disposition à l'accueil de la mairie d'un « registre d'observations » dans lequel le public pourra faire connaître ses idées, remarques ou observations,
- une exposition publique,
- deux réunions publiques,
- une permanence d'élus et/ou de techniciens.

Indications concernant la procédure.

La procédure de révision du PLU est régie par les articles L.123-6 à L.123-10, ainsi que les articles R 123-15 à R 123-25 du code de l'urbanisme, qui définissent notamment les modalités de notification, ainsi que d'association et de consultation des services de l'Etat et des personnes publiques.

En application de l'article L 123-6 du code de l'urbanisme, un sursis à statuer peut être opposé, dans les conditions fixées à l'article L 111-8, sur les demandes d'autorisation concernant des constructions, installations ou opérations qui seraient de nature à compromettre ou rendre plus onéreuse l'exécution du futur plan.

➡ Le conseil municipal unanime, après avoir entendu l'exposé du maire, et en avoir délibéré :

- **prescrit la révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU) sur l'ensemble du territoire communal conformément aux articles L.123-6 et suivants du code de l'urbanisme,**
- **précise que les objectifs poursuivis par la révision et les modalités de la concertation sont ceux qui lui sont proposés ci-dessus,**
- **autorise le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération, dans les conditions fixées par le code général des collectivités territoriales.**

La présente délibération sera notifiée :

- **au Préfet,**
- **au président du Conseil Régional,**
- **au président du Conseil Général,**
- **au président de l'établissement public prévu à l'article L.122-4 (SCOT),**
- **au président de l'Autorité compétente en matière d'Organisation des Transports Urbains (AOTU) et, si ce n'est pas la même personne, à celui de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de Programme Local de l'Habitat dont la commune est membre,**
- **aux représentants des organismes mentionnés à l'article L.121-4 (Chambre de Commerce et d'Industrie territoriale, Chambre de Métiers, Chambre d'Agriculture).**

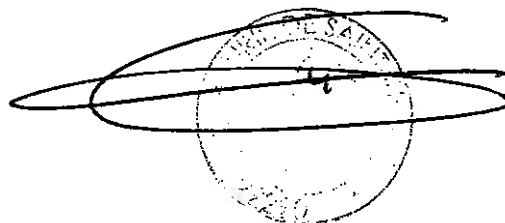
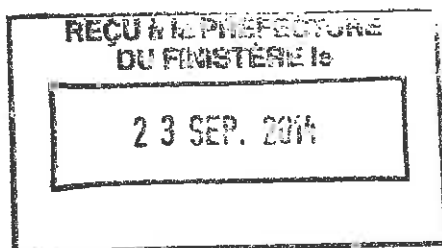
Elle fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département, et d'une publication au recueil des actes administratifs.

Date de publication
certifiée exécutoire

FAIT et DELIBERE EN MAIRIE A SAINT-RENAN,

Le 15 septembre 2014

Le Maire, Monsieur Gilles MOUNIER



Conseil Municipal de Saint-Renan du 15 septembre 2014

ANNEXE 2 : PROJET DE PADD DEBATTU PAR LE CONSEIL MUNICIPAL

Saint Renan

Plan Local d'Urbanisme



PADD

Sommaire

LE PADD, UN PROJET POLITIQUE DEVELOPPEMENT DURABLE	3
A- QU'EST-CE QUE LE DÉVELOPPEMENT DURABLE ?	3
B- LE PADD : UNE DÉMARCHE RÉGIE PAR LA LOI, ET RENFORCEE PAR LES LOIS « GRENELLE »	4
C- LES ENJEUX DU PADD	4
RESPECTER LES 3 GRANDS PRINCIPES DU DEVELOPPEMENT DURABLE.....	4
UNE POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL GLOBALE ET TRANSVERSALE.....	5
 1 SAINT RENAN, POLE STRUCTURANT DU PAYS DE BREST - VILLE ACCUEILLANTE.....	6
A- FAVORISER LE RENOUVELLEMENT DE LA POPULATION, PAR UN ACCUEIL FACILITE DES JEUNES MENAGES	7
B- FAVORISER LA DENSIFICATION DU CENTRE VILLE ET DE SES ABORDS ET PERMETTRE UNE EXTENSION MODERE DE L'AGGLOMERATION	9
C- CONFORTER LA PRESENCE DES SERVICES, COMMERCES ET ÉQUIPEMENTS	11
 2- SAINT RENAN, POLE STRUCTURANT DU PAYS DE BREST - VILLE CENTRE ATTRACTIVE....	14
A- CONSERVER ET DÉVELOPPER L'ATTRACTIVITÉ DU COEUR DE VILLE.....	14
B - RENFORCER LA VITALITE COMMERCIALE	16
C - CONFORTER ET DEVELOPPER L'ÉCONOMIE LOCALE.....	17
 3- SAINT RENAN, POLE STRUCTURANT DU PAYS DE BREST - VILLE A LA CAMPAGNE.....	20
A- PRÉSERVER ET VALORISER LE PATRIMOINE NATUREL ET LA BIODIVERSITÉ.....	20
B PRESERVER LA QUALITE DE L'EAU.....	22
C- PROMOUVOIR UNE UTILISATION ÉCONOME DES RESSOURCES.....	23
D- FAVORISER LES DEPLACEMENTS DOUX	26
E- PRÉVENIR LES RISQUES, NUISANCES ET POLLUTIONS	28

LE PADD, UN PROJET POLITIQUE DEVELOPPEMENT DURABLE

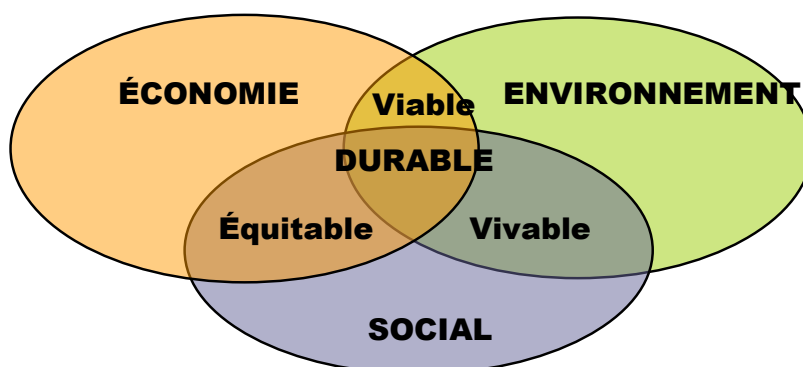
A- QU'EST-CE QUE LE DÉVELOPPEMENT DURABLE ?

« Un développement est durable s'il permet de satisfaire aux besoins des populations actuelles sans compromettre ceux des générations futures ».

En effet, le développement économique ne peut plus se concevoir sans prendre en compte les aspects sociaux, la lutte contre les inégalités et le respect de l'environnement. L'idée est que le développement ne peut être durable que si cette durabilité est à la fois économique, sociale et environnementale. Les modes de développement qui mettent en péril les ressources naturelles, accroissent les inégalités entre les populations, sont voués à l'échec à plus ou moins long terme. Le

concept de développement durable s'appuie sur les 3 principes suivants :

- principe de solidarité : solidarité entre les peuples et les générations. Le développement doit profiter à toutes les populations
- principe de précaution : se donner la possibilité de revenir sur des actions quand on n'est pas sûr de leurs conséquences
- principe de participation : associer la population aux prises de décision



Ce concept de développement durable trouve son origine au Sommet de la Terre de Rio en 1992. Ce sommet résultait de la prise de conscience internationale des problèmes environnementaux planétaires : l'effet de serre, la préservation de la biodiversité, la protection des forêts ou la lutte contre la désertification. Déjà à Stockholm en 1972, 113 nations s'étaient réunies pour élaborer un plan de lutte contre certains de ces problèmes, en particulier celui des pluies acides : ces pollutions ne connaissant pas

les frontières, les solutions devaient être appliquées au niveau international.

Mais entre Stockholm et Rio, la communauté internationale a pris conscience qu'on ne pouvait résoudre ces problèmes qu'en tenant compte des aspects économiques et sociaux, et pas seulement environnementaux.

B- LE PADD : UNE DÉMARCHE RÉGIE PAR LA LOI, ET RENFORCEE PAR LES LOIS « GRENELLE »

L'article L151-5 du code de l'urbanisme (modifié par loi du 23/09/2015) décrit le PADD :

« Le projet d'aménagement et de développement durables définit :

1° Les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques ;

2° Les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour [...] la commune.

Il fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain ».

C- LES ENJEUX DU PADD

RESPECTER LES 3 GRANDS PRINCIPES DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Le développement urbain ne peut pas, s'envisager comme une consommation sans mesure et sans fin des ressources naturelles limitées dont dispose la planète. Cela est vrai de l'espace, de l'eau, de l'air, des paysages, du patrimoine naturel et urbain.

C'est pourquoi, toutes les communes se doivent d'évoluer en respectant les trois grands principes du développement durable :

- la protection de l'environnement d'abord qui permet de ménager les ressources dont nous disposons et d'assurer la pérennité du monde dans lequel nous vivons,
- le développement économique ensuite qui organise la production de richesses et crée les conditions de la prospérité,

- la cohésion sociale enfin qui passe par la solidarité et qui permet une répartition équitable des richesses produites.

Il conviendra par ailleurs de veiller à ce que cette politique de développement durable ne soit pas seulement le supplément d'âme d'une politique de développement et d'aménagement (habitat, déplacements, équipements, développement économique, vie sociale...). Pour ce faire, elle devra exprimer un projet global et transversal tant dans son contenu que dans sa formulation ce qui impliquera de "casser" les logiques sectorielles.

UNE POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL GLOBALE ET TRANSVERSALE

Afin d'avoir un développement urbain équilibré, il est important de rechercher des solutions visant à une gestion du territoire conforme aux notions de développement durable (consommation raisonnée du foncier, possibilité de renouvellement, optimisation de réseaux...).

Pour y parvenir, la mise en place d'une véritable politique de développement territorial globale et transversale s'impose. C'est pourquoi une réflexion doit notamment s'engager sur :

- les modalités d'expansion de l'urbanisation
- la préservation des espaces naturels et agricoles
- la qualification des espaces publics...
- la préservation raisonnée de la trame bocagère...
- tout ce qui peut tendre à offrir aux lieux d'usage collectifs une image de qualité...

1 SAINT RENAN, POLE STRUCTURANT DU PAYS DE BREST - VILLE ACCUEILLANTE

Qualifiée de pôle structurant du Pays de Brest, Saint Renan compte 7 713 habitants en 2014, et connaît un taux de croissance depuis 10 ans, de 1%, inférieur à la moyenne de la CCPI et à rapprocher d'autres pôles structurants du pays de Brest (Lesneven et Plabennec).

Saint Renan attire les ménages par son offre en matière d'équipements, son cadre de vie, notamment la zone de loisirs des lacs, sa localisation favorable entre la métropole et le littoral. Les actifs sont nombreux, représentant 74% de la population en âge de travailler, et travaillent de plus en plus à l'extérieur, se déplaçant quotidiennement vers Brest Métropole Océane.

Saint Renan attire également les personnes âgées du fait de la présence de nombreux commerces et services, notamment médicaux, de l'hôpital, d'une maison de retraite,...

Un certain vieillissement de la population peut ainsi être remarqué, et malgré le fait que Saint Renan reste une commune jeune, le renouvellement de la population doit maintenir la dynamique renanaise.

Du fait de catégories socio-professionnelles assez diversifiées, le revenu moyen des ménages est relativement élevé, supérieur à la moyenne départementale, mais légèrement inférieur à la moyenne intercommunale, marquée par les communes littorales aux catégories socio-professionnelles aisées.

Afin de renouveler sa population, et de continuer à jouer son rôle de pôle structurant, la commune table sur une croissance continue de la population de 1,3% par an, soit 10 000 habitants à l'horizon 2035.

Cet accueil de population doit se faire en favorisant des conditions de vie agréables et attractives, grâce à :

- Une offre de logements diversifiée et adaptée aux attentes des habitants
- La requalification du bâti ancien et le renouvellement de la ville sur elle-même
- La proximité des services, équipements et commerces
- Une offre de qualité en matière d'équipement et d'espaces publics

Le renouvellement de la population doit s'accompagner d'une attention particulière portée à la mixité générationnelle.

A- FAVORISER LE RENOUVELLEMENT DE LA POPULATION, PAR UN ACCUEIL FACILITE DES JEUNES MENAGES

Le parc de logements est en augmentation constante, de 55 logements / an (logements autorisés), rythme supérieur à l'objectif fixé par le PLH 2010-2015, de 50 logements / an). Cette production n'est néanmoins pas suffisante pour répondre aux besoins de logements de la population souhaitant s'installer dans un pôle structurant.

Le parc de logements est en cours de diversification, mais la production de logements collectifs et intermédiaires ne rattrape pas encore la production de logements individuels ; or compte tenu de la structure de la population (augmentation des ménages sans enfants), une offre de petits logements permettrait de libérer des grands logements pour les familles.

Le taux d'occupation des logements est en diminution mais encore relativement élevé, de 2,4 personnes / logement. Ce desserrement des ménages implique de construire de nouvelles résidences principales pour maintenir la population à son niveau actuel, soit 10% de la production de logements.

Le parc de logements actuel doit ainsi s'adapter à l'évolution de la composition des ménages ainsi qu'à l'évolution des attentes des habitants. L'objectif est d'offrir de nouvelles formes urbaines et architecturales permettant

d'accueillir de nouveaux habitants et particulièrement les familles avec enfants, mais également les personnes âgées, dépendantes ou non. Une mixité sociale et architecturale sera encouragée dans le respect des objectifs du Programme Local de l'Habitat.

Le parc locatif conventionné, à loyers encadrés (logements sociaux, communaux et privés conventionnés) représente, en 2014, 10% du parc de logements, répondant à l'objectif de 10% imposé par le SCOT du pays de Brest.

Par ailleurs, Saint Renan concentre 36% des demandes en logement locatif social pour 25% de l'offre de la communauté de communes. Le nombre de demandes pour une attribution est supérieur à 3, ce qui montre un début de tension dans le parc locatif social. Compte-tenu de la demande et du positionnement de Saint Renan en tant que pôle structurant, cet effort de production de logements sociaux doit être poursuivi.

Produire des logements en accession à la propriété à coûts abordables est également un enjeu. Les prix du foncier de la CCPI sont parmi les plus élevés du pays de Brest, après BMO. Le logement des jeunes ménages ou des catégories socio-professionnelles moins favorisées est ainsi conditionné à une limitation du coût du foncier.

ACTIONS

- ➔ Ouvrir progressivement des zones à l'urbanisation, afin de maîtriser la croissance démographique, en prenant en considération une offre d'habitat plus dense qui sera développée en centre-ville.
- ➔ Offrir de nouvelles formes urbaines et architecturales (collectif, habitat intermédiaire, habitat individuel groupé), en centre-ville et en périphérie.
- ➔ Adapter le parc de logements à l'évolution de la composition des ménages ainsi qu'à l'évolution des attentes des habitants (petits logements, logements modulaires ou évolutifs, maintien à domicile, foyers logement, ...).
- ➔ Renforcer particulièrement l'offre de logements à coûts abordables pour les familles avec des enfants et favoriser leur accession à la propriété. Contribuer à la maîtrise des coûts du foncier par l'exigence de mixité et d'accession à coût abordable.
- ➔ Poursuivre la mixité sociale en veillant à la bonne répartition des logements sociaux sur le territoire de l'agglomération et leur bonne intégration.



Une diversification de la typologie de l'habitat déjà en marche sur Saint Renan

B- FAVORISER LA DENSIFICATION DU CENTRE VILLE ET DE SES ABORDS ET PERMETTRE L'EXTENSION MODEREE DE L'AGGLOMERATION

Atteindre l'objectif d'accueillir environ 10 000 habitants à l'horizon 2035 induit la mise sur le marché de 67 logements annuels, soit 1335 logements sur 20 ans.

La commune enregistre un rythme moyen de construction de 55 logements autorisés par an, depuis 10 ans.

Le parti pris d'une production plus soutenue de logements intègre le faible potentiel de remise sur le marché de logements vacants, ainsi que la demande constante de logements enregistrée par la commune, et son rôle de pôle structurant.

Afin de lutter contre l'étalement urbain, source de dysfonctionnements et de consommation de terres agricoles, le SCOT du pays de Brest impose une diminution de la consommation de terres agricoles de 25% ainsi que l'augmentation des densités dans les nouvelles opérations urbaines. Pour les pôles structurants la densité minimale est de 20 logements / ha. Le SCOT impose également que 20% des nouvelles constructions se situent en secteur de « réinvestissement urbain », soit dans l'enveloppe déjà bâtie de l'agglomération.

Depuis une dizaine d'années déjà, le renouvellement urbain est une réalité à Saint-Renan, le taux de renouvellement urbain étant supérieur à 30% sur cette période. Prochainement, une opération phare va prendre place au niveau de l'ilot Léon Cheminant, en collaboration avec Foncier de Bretagne qui accompagne la commune dans cette démarche. Mais ce potentiel s'amoin-drit, représentant seulement environ 3 ha en renouvellement urbain, et 6 ha de « dents creuses », soit 9 ha de potentiel de « réinvestissement urbain ».

C'est pourquoi la commune a également initié une procédure de ZAC sur le quartier de Pen ar c'hoat situé à proximité du cœur de ville, pour une opération de 100 logements environ, soit environ 30 logements/ha.

Inscrire la politique de l'habitat dans une approche de développement durable est également l'un des objectifs communaux.

ACTIONS

- ➔ Accompagner de nouvelles opérations visant la requalification de sites urbains comme l'îlot Léon Cheminant, A terme, par cette action, quelques centaines de logements neufs pourraient être édifiés en recomposant la ville sur elle-même.
- ➔ Développer les outils de renouvellement urbain :
 - développer une politique foncière active qui veille aux évolutions et mutations de secteurs urbains
 - favoriser l'intervention opérationnelle publique
- ➔ Pour certaines opérations du centre-ville et de ses abords, augmenter la densité minimale de 20 logements / ha imposée par le SCOT à 30 – 40 logements / ha
- ➔ Permettre la densification du tissu urbain, en permettant une meilleure exploitation de la hauteur maximale autorisée pour les immeubles collectifs et en optimisant le parcellaire (implantation à l'alignement, en limites séparative).
- ➔ Promouvoir une approche environnementale pour tout projet de nouveaux quartiers de logements sociaux, ou de création d'équipement communal, visant notamment les économies d'énergie.



Un exemple d'insertion parfaite d'un immeuble collectif dans le centre ancien

C- CONFORTER LA PRESENCE DES SERVICES, COMMERCE ET ÉQUIPEMENTS

Le renforcement de l'habitat au centre-ville et à sa périphérie immédiate participe au renforcement du tissu commercial, à la présence de services et d'équipements de qualité, répondant aux besoins de la population. Ces renforcements sont les clés d'une ville de demain attractive et agréable à vivre, permettant que se tissent les liens entre les habitants au gré des déplacements quotidiens vers les écoles, les commerces et le marché, et les services de proximité.



La médiathèque, un équipement qualitatif

Une gestion économe de l'espace induit un objectif de mutualisation qui présidera à la localisation de ces équipements, en prenant en considération également leur accessibilité à toutes les populations, notamment aux personnes handicapées et à mobilité réduite.

Le dynamisme et la convivialité de la vie sociale constituent déjà un des éléments du « bien vivre ensemble » à Saint Renan ; pour autant, la commune entend poursuivre ses efforts pour le développement de la vie associative.

La présence et la qualité des équipements, leur mise en valeur à travers des espaces publics agréables à traverser ou permettant de s'y arrêter sont des éléments cruciaux pour une ville. Cela participe grandement à son attractivité, et à la qualité de vie des habitants.



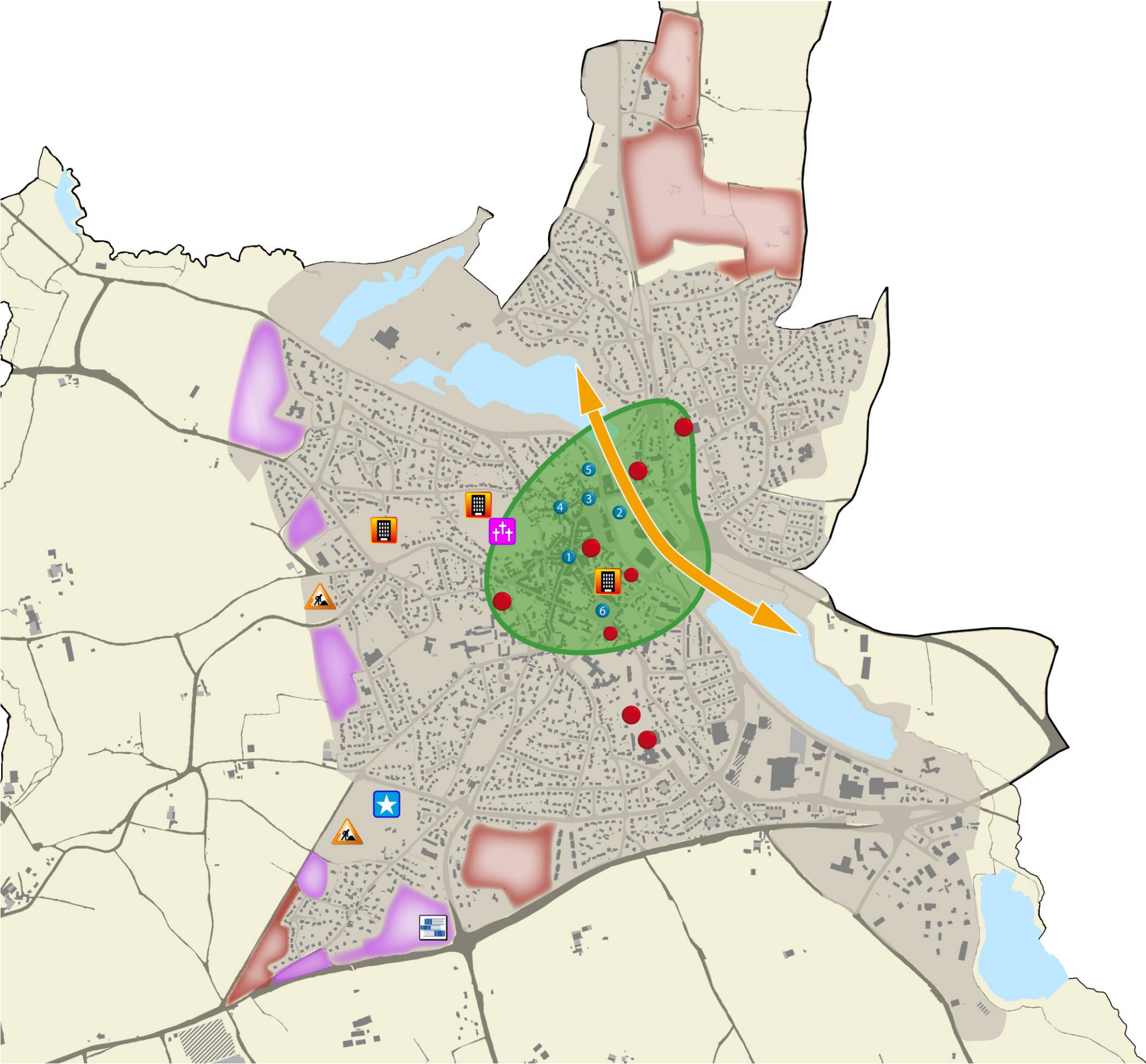
Le marché hebdomadaire

ACTIONS

- ➔ Valoriser les équipements existants et œuvrer pour leur mutualisation
- ➔ Concevoir l'aménagement des espaces publics à proximité des commerces et équipements de sorte à les rendre agréables, attractifs et confortables pour les piétons et les cyclistes, et accessibles aux personnes à mobilité réduite
- ➔ Améliorer la qualité des places publiques, notamment place du Vieux Marché, place Léon Cheminant, place Saint Antoine, place Quartier Maître Lannuzel et place de la fontaine
- ➔ Améliorer la qualité du centre-ville, par la préservation architecturale du cœur de ville : réflexion sur les enseignes commerciales, sur les abords des monuments historiques inscrits, ...
- ➔ Poursuivre l'adaptation du cimetière aux nouveaux modes funéraires
- ➔ Développer l'accès à la wifi et le réseau fibre optique, la commune étant prioritaire en tant que pôle structurant



Redonner de la lisibilité aux commerces place Saint Antoine





S a i n t - R e n a n

**SAINT-RENAN, PÔLE
STRUCTURANT DU PAYS DE BREST
VILLE ACCUEILLANTE**


Révision du Plan Local d'Urbanisme



FAVORISER LA DENSIFICATION DU CENTRE-VILLE ET DE
SES ABORDS

 Favoriser les opérations de renouvellement urbain :
îlot de la Poste,...


 Augmenter la densité imposée par le SCoT pour
certaines opérations du centre-ville et de ses
abords

PERMETTRE UNE EXTENSION MODÉRÉE DE
L'AGGLOMÉRATION







 En cours d'urbanisation


Ouvrir progressivement des zones à l'urbanisation,
afin de maîtriser la croissance démographique :
 court ou moyen terme, dents creuses
 long terme

CONFORTER LA PRESENCE DES SERVICES, COMMERCES
ET ÉQUIPEMENTS




 Concevoir l'aménagement des espaces publics à
proximité des commerces et équipements de sorte
à les rendre agréables, attractifs et confortables
pour les piétons et les cyclistes, et notamment la
liaison entre les 2 lacs de Ty Colo et de la Comiren

Améliorer la qualité des places publiques, notam-
ment :

-  1 Place du Vieux Marché
-  2 Place Léon Cheminant
-  3 Place St Antoine
-  4 Place Quartier-maître Lannuzel
-  5 Place de la fontaine
-  6 Place Général Leclerc

 Améliorer la qualité du centre-ville, par la mise en
valeur du bâti : réflexion sur les enseignes commer-
ciales, les abords des monuments historiques
inscrits,...

PRÉVOIR LA LOCALISATION DES FUTURS ÉQUIPEMENTS

-  Collège
-  Equipement sportif
-  Extension du cimetière



2-SAINT RENAN, POLE STRUCTURANT DU PAYS DE BREST - VILLE CENTRE ATTRACTIVE

Saint Renan bénéficie d'une localisation favorable au niveau du pays d'Iroise, entre Brest Métropole et le littoral.

Pôle structurant du pays de Brest, Saint Renan se doit de proposer à ses habitants mais également aux populations des communes voisines, un ensemble de commerces, services et emplois lui permettant de jouer le rôle de ville centre.

La commune est également considérée comme unité touristique au niveau du pays de Brest. La ville offre en effet des équipements liés au tourisme urbain (musée, circuit de découverte du centre-ville, marché hebdomadaire, renforcé en saison estivale, un hôtel et un camping municipal).

A- CONSERVER ET DÉVELOPPER L'ATTRACTIVITÉ DU COEUR DE VILLE

Le centre-ville doit faire l'objet d'une attention particulière. Il contribue en effet au rayonnement du pôle structurant et concentre de nombreux services et équipements.



La place du Vieux Marché et la rue Saint Yves, emblématiques du centre commerçant

ACTIONS

- ➔ Favoriser l'accessibilité du centre-ville par une bonne lisibilité de desserte, le maillage des voiries, l'ouverture de parkings relais et l'offre de transport collectif
- ➔ Limiter le transit au niveau du centre-ville par le maintien du projet d'une voie communale de contournement, permettant de relier la route de Plouarzel (RD5) à la route de Plouzané (RD67)
- ➔ Maintenir le potentiel de stationnement et améliorer la visibilité des espaces de stationnement périphériques
- ➔ Attirer et fidéliser les visiteurs, chalands, clients et usagers par la valorisation des espaces publics et des cheminements. Offrir des ambiances agréables, conviviales et sécurisées pour les piétons dans les rues du centre-ville et des places. Tel est le contenu du projet de réaménagement de la place du Vieux Marché : occupation mutualisée de la place toute l'année pour diverses animations : culturelles, touristiques, commerciales, accès facilité aux piétons et aux personnes à mobilité réduite, possibilités d'installations de terrasses pour les restaurants, etc. Comme autres espaces stratégiques on peut citer :
 - La rue Saint Yves
 - La place Léon Cheminant (côté Poste)
 - Les placettes Saint Antoine et Quartier Maître Lannuzel
 - La place Général Leclerc.
- ➔ Maintenir l'offre d'animation touristique : marché hebdomadaire, festival médiéval, animations et expositions,... et continuer à mettre en valeur le patrimoine bâti



Réaménager les places pour une occupation diversifiée de l'espace

B - RENFORCER LA VITALITE COMMERCIALE

Le centre-ville de Saint Renan, compte des commerces de proximité, tournés vers les commerces de bouche et d'équipements de la personne, offre complétée par la zone commerciale des rives du lac, située en périphérie du centre, qui permet de drainer la clientèle du pays d'Iroise.

L'économie commerciale et de services est l'un des piliers de l'économie renanaise, représentant 45,3% des emplois (avec les transports); la préservation de sa vitalité est un objectif majeur.

Par ailleurs, les devantures commerciales ont un impact déterminant sur l'environnement urbain. Des enseignes qualitatives mettent en valeur le cadre architectural, et donnent de la lisibilité aux activités économiques locales.



Mettre en valeur les entrées de ville

ACTIONS

Renforcer la synergie commerciale entre le centre-ville et la zone commerciale des Rives du lac:

- ➔ Déterminer une zone de « diversité commerciale » permettant l'accueil des commerces, et notamment des commerces de détail, ceux-ci n'étant pas autorisés sur la zone commerciale périphérique des rives du Lac
- ➔ Interdire le changement de destination des locaux commerciaux et de services pour de l'habitat dans certains secteurs du centre-ville
- ➔ Mettre en place les outils susceptibles de faciliter la restructuration des locaux commerciaux en centre-ville, afin de les adapter aux besoins actuels (surface de vente et/ou de stockage plus important)
- ➔ Veiller à la qualité paysagère des entrées de ville et privilégier un urbanisme commercial « nouvelle génération » : effort sur l'architecture et les zones de stationnement, plantations, mixité des implantations,...

C - CONFORTER ET DEVELOPPER L'ÉCONOMIE LOCALE

Maintenir et développer l'emploi est la garantie de maintenir un territoire attractif et vivant. Afin d'offrir des emplois diversifiés, Saint Renan souhaite préserver une activité agricole encore présente même si les emplois sont en baisse du fait de l'intensification des modes de production. Ainsi seules 15 exploitations sont toujours présentes, sur un tiers du territoire communal et emploient 121 personnes, représentant environ 4% des emplois de Saint Renan.

L'emploi sur Saint Renan réside également dans l'artisanat et les établissements industriels, comptant plus d'une centaine d'entreprises. La zone de Mespaol, d'intérêt communautaire, ne dispose plus que de 7% de surface disponible. Zone qualitative, elle attire

les entreprises par sa proximité de l'agglomération, et par son cadre de travail qualitatif en bordure du lac de Pontavenne.

Les activités artisanales situées en zone rurale sont soumises à des contraintes en terme d'assainissement, de proximité des milieux naturels et de limitation en terme d'extension ainsi que le prévoit le SCOT du pays de Brest.

Il existe deux carrières sur la commune, qui participent à l'activité économique et dont la possibilité d'évolution doit être prise en considération.

Préserver une activité agricole viable :

- ➔ Pérenniser la vocation des zones agricoles
- ➔ Restreindre les possibilités de développement de l'habitat dans la zone agricole, que ce soit par extensions ou réhabilitations, la présence de « tiers » pouvant être un facteur limitant pour le développement des exploitations agricoles.



Développer des activités artisanales :

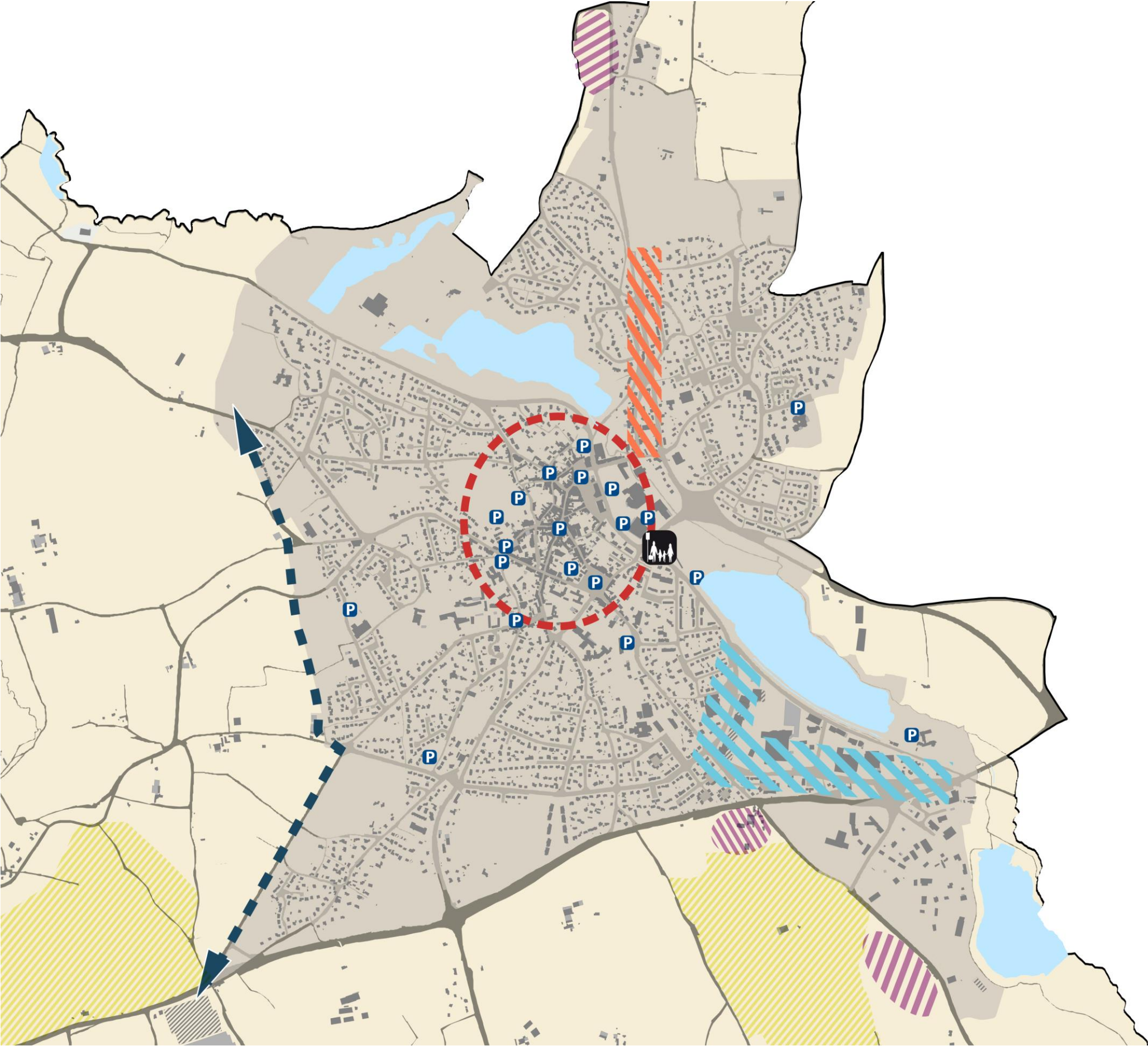
- ➔ Favoriser la mixité habitat - activités, pour l'implantation d'activités artisanales compatibles avec l'habitat
- ➔ Permettre le maintien et l'évolution des activités artisanales présentes dans la zone rurale (secteur de Pont Corff, de Poulinoc), sous réserve d'activités compatibles avec un assainissement autonome des eaux usées

Développer des activités industrielles et artisanales :

- ➔ Etendre la zone d'activités de Mespaul, en accord avec le schéma de développement économique de la CCPI, corrélativement à une gestion plus économe de l'espace
- ➔ Définir une zone d'activités sur le secteur de Mengleuz, en continuité de l'activité économique présente sur la commune de Lanrivoaré, dans le cadre de la réorganisation de l'entrée de ville nord
- ➔ Permettre des activités connexes aux activités d'exploitation du sous-sol (carrières)
- ➔ Permettre l'exploitation du sous-sol, sachant que l'exploitation des carrières nécessite une vision à très long terme (100 ans).



La zone de Mespaul, une zone qualitative le long du lac de Pontavennec






S a i n t - R e n a n



**SAINT-RENAN, PÔLE
STRUCTURANT DU PAYS DE BREST
VILLE-CENTRE ATTRACTIVE**

Révision du Plan Local d'Urbanisme




**CONSERVER ET DEVELOPPER L'ATTRACTIVITE DU
COEUR DE VILLE**

-  Favoriser l'accessibilité du centre-ville en mettant en valeur le transport collectif, les espaces de stationnement périphériques, les liaisons douces,...
-  **P**
-  Limiter le transit au niveau du centre-ville par le maintien du projet d'une voie communale de contournement, permettant de relier la route de Plouarzel (RD5) à la route de Plouzané (RD67)

RENFORCER LA VITALITE COMMERCIALE

-  Préserver le commerce de détail de centre-ville zone de diversité commerciale : soumettre à autorisation le changement de destination des locaux commerciaux pour de l'habitat, faciliter la restructuration des locaux commerciaux,...
-  Veiller à la qualité paysagère des entrées de ville et privilégier un urbanisme commercial 'nouvelle génération'

CONFORTER ET DEVELOPPER L'ECONOMIE LOCALE

-  Pérenniser la vocation des zones agricoles et restreindre les possibilités de développement de l'habitat
-  Développer des activités artisanales en favorisant notamment la mixité habitat - activités économiques compatibles avec l'habitat, notamment en bordure des axes offrant une bonne visibilité
-  Développer des activités industrielles et artisanales en envisageant l'extension de la zone d'activités de Mespaol, corrélativement à une gestion plus économe de l'espace
-  Assurer la pérennité des carrières en autorisant les activités d'exploitation du sous-sol et les activités connexes à celles-ci

3- SAINT RENAN, POLE STRUCTURANT DU PAYS DE BREST - VILLE A LA CAMPAGNE

Le cadre de vie de Saint Renan est attractif également par la proximité des espaces naturels et agricoles. La vallée de l'Ildut, le long de laquelle s'égrènent les lacs laissés par l'exploitation de l'étain, compose une coulée verte dans l'agglomération et représente un potentiel écologique et paysager à préserver et à continuer de mettre en valeur.

Les parcelles agricoles cultivées, parcourues d'un réseau de chemin creux, permettent également aux habitants de profiter d'un environnement naturel de proximité.

A- PRÉSERVER ET VALORISER LE PATRIMOINE NATUREL ET LA BIODIVERSITÉ

Les espaces naturels renanais s'articulent principalement autour de la vallée de l'Ildut et de ses vallons affluents. Les vallées ainsi creusées dans le plateau agricole présentent des versants boisés et des prairies humides. Ils ont été identifiés comme étant à préserver en tant que trame verte et bleue par le SCOT du pays de Brest.

D'autres milieux naturels plus ponctuels contribuent aux équilibres écologiques ainsi qu'à la diversité faunistique et floristique : les zones humides, le maillage bocager, le bois du Curru, les petits boisements de la zone agricole ... sont des milieux dits de nature « ordinaire » mais néanmoins indispensables au maintien de la biodiversité. Cette trame verte et bleue est néanmoins très amoindrie sur le plateau agricole.

L'enjeu consiste à réaliser un maillage de la trame verte et bleue permettant de préserver les continuités écologiques. En effet, ces continuités sont indispensables au maintien de la biodiversité.

Le végétal est également un élément fort du paysage urbain, il répond au besoin de nature en ville, rend la ville attractive et participe au maintien de la biodiversité. Pour ces raisons, il doit faire partie intégrante des projets d'aménagement dès leur conception.

ACTIONS

- ➔ Préserver les secteurs naturels de la ville en les valorisant (vallée de l'Ildut).
- ➔ Préserver la ceinture agricole de l'agglomération.
- ➔ Respecter le site (géomorphologie, topographie, éléments du paysage) dans les opérations d'aménagement.
- ➔ Mailler la trame verte de la ville en préservant des continuités vertes entre les parcs et jardins, les lacs, la ceinture agricole,... Ce maillage assure les continuités écologiques nécessaires à la biodiversité.
- ➔ Préserver les zones humides qui sont des refuges pour la biodiversité, qui ont une vocation épuratrice par leur action de filtrage, et jouent le rôle de tampon pour diminuer la vitesse de propagation de l'eau vers l'aval
- ➔ Protéger le maillage bocager, pour ses différents rôles en terme de biodiversité, de préservation de la ressource en eau (filtration des matières en suspension), agronomiques (limitation de l'érosion des terres, protection des cultures et des bêtes) et paysager (bocage breton), dans la mesure du possible.



Mailler les espaces de nature en ville : espace public, chemin piéton, jardin privé

B PRESERVER LA QUALITE DE L'EAU

L'amélioration de la qualité de l'eau est un enjeu majeur de ce siècle, notamment en Bretagne.

La commune de Saint-Renan s'est investie dans cette démarche d'amélioration de la qualité de l'eau depuis le début des années 2000, avec la construction d'une station d'épuration d'une capacité de 12 000 habitants et la mise en place d'un système de télésurveillance des stations de relevage.



Les zones humides, des filtres et bassins tampons naturels améliorant la qualité de l'eau

ACTIONS

- ➔ S'assurer de la conformité des dispositifs d'assainissement individuel ou semi collectif pour les secteurs non raccordés au réseau de collecte des eaux usées.
- ➔ Intégrer le schéma de gestion des eaux pluviales au règlement du PLU.
- ➔ Privilégier une gestion alternative de ces eaux pluviales, à ciel ouvert et intégré à l'aménagement paysager : plaine de jeux, noues (fossés plantés d'essences hydrophiles, permettant une filtration écologique des polluants), bassins.
- ➔ Veiller à la préservation du maillage bocager, dans la mesure du possible.



Exemple de bassins paysagés et noues plantées

C- PROMOUVOIR UNE UTILISATION ÉCONOME DES RESSOURCES

La consommation d'espace

Chaque année dans le pays de Brest, ce sont 175 ha qui sont consommés (dont 20 ha pour les activités économiques), c'est pourquoi le SCOT s'est donné comme objectif de réduire de 25% cette consommation d'espace.

Sur Saint Renan, 40 ha ont été urbanisés de 2005 à 2014, dont 27,3 ha pour l'habitat. Parallèlement, une politique de renouvellement urbain était enclenchée, avec 36 % de logements nouveaux créés en réinvestissement depuis la révision de 2006.

Un référentiel foncier communautaire établi en 2014 a mis en évidence cette particularité propre à la commune de Saint-Renan, sur laquelle de nombreuses potentialités de renouvellement urbain ont déjà été utilisées.

Ainsi, ce potentiel de « réinvestissement urbain » s'amoindrit, représentant seulement environ 3 ha en renouvellement urbain, et 6 ha en comptant les dents creuses, soit 9 ha.

Les objectifs de modération de la consommation d'espace devront ainsi prendre en compte la double contrainte suivante : l'exploitation depuis 2006 de nombreuses potentialités de renouvellement urbain et les obligations

d'accueil de constructions nouvelles faites à la commune au titre de sa qualité de pôle structurant à vocation urbaine du pays de Brest.



Un exemple de renouvellement urbain en centre-ville

Concernant les activités économiques, celles-ci ont consommé 8,81 ha ces 10 dernières années (2005-2014). La zone de Mespaul comprend environ 6 ha de surfaces libres.

ACTIONS

Objectif chiffré de modération de la consommation d'espace pour l'habitat

- ➔ Continuer d'exploiter les potentialités de « réinvestissement urbain » = les espaces mutables de la ville, à l'exemple de l'îlot place Léon Cheminant.
- ➔ Permettre la densification du tissu urbain et une optimisation du foncier disponible, en faisant évoluer le règlement des zones U et AU (notamment en réduisant le recul inconstructible par rapport à la voie).
- ➔ Identifier les secteurs du centre-ville et proches du centre-ville dans lesquels les densités pourront être augmentées (supérieures à 20 logements /ha).
- ➔ Augmenter la densité brute des zones d'extension de l'habitat à 20 logements / ha, contre une moyenne de 15 logements / ha pour les dernières opérations d'aménagement d'ensemble, réalisées en application du PLU approuvé en 2006.
- ➔ Les besoins d'urbanisation pour le développement de l'habitat (1335 logements) sont estimés à 62 ha avec une densité de 30 logements /ha pour les zones de renouvellement urbain et de 20 logements / ha pour les zones d'extension.
- ➔ L'augmentation de la densité à 20 logements / ha a minima, conduit ainsi à une réduction de 31% de la consommation d'espace pour les 20 prochaines années. En effet, une densité moyenne de 15 logements / ha aurait nécessité de réserver 89 ha à l'urbanisation. Cet objectif est supérieur à l'objectif global de -25% fixé par le SCOT du pays de Brest.

Objectif chiffré de modération de la consommation d'espace pour les équipements

- ➔ Maintenir les zones réservées aux équipements, voire réduire celles-ci du fait de la présence de zones humides.
- ➔ Accueillir les futurs équipements dans les zones mixtes et comptabilisées comme secteur d'habitat.
- ➔ Les besoins d'urbanisation pour le développement des équipements sont estimés à 57 ha, contre 83 ha réservés au PLU approuvé le 13/02/2006, soit un objectif de réduction de la consommation d'espace de -31% par rapport au PLU approuvé en 2006.

Objectif chiffré de modération de la consommation d'espace pour les activités économiques

- ➔ Optimiser et mobiliser le foncier aménagé pour les activités économiques.
- ➔ Etendre de façon limitée la zone de Mespaol, extension constitutive d'une réserve foncière à long terme.
- ➔ Les besoins d'extension d'urbanisation pour le développement des activités économiques sont estimés à 17,3 ha, soit 0,86 ha par an, soit un objectif de modération de la consommation d'espace de -2% par rapport aux 10 dernières années (consommation de 8,81 ha).

Les consommations énergétiques et les réseaux d'énergie

La commune de Saint-Renan a déjà pris en compte la réduction de la consommation d'énergie lors de la réfection de la toiture de la médiathèque, ainsi qu'à l'occasion de la rénovation de la toiture de la salle Guyader, du cinéma, de l'espace culturel, de la salle Bel Air, et très bientôt de l'école primaire de Kerzouar.

Cette même préoccupation présidera à la rénovation à venir de divers autres équipements communaux, de la même façon qu'elle sera prise en compte lors de tout projet de construction d'un nouvel équipement.

ACTIONS

- ➔ Adapter, dans la mesure du possible, les équipements existants aux économies d'énergie
- ➔ **Poursuivre le programme annuel de rénovation de l'éclairage public** en prenant en compte la consommation énergétique, et veiller à cette prise en compte pour tout nouveau raccordement à l'éclairage public
- ➔ **Définir des principes de la conception bioclimatique et de l'éco conception** des nouveaux quartiers (habitations, équipements, espaces publics)
- ➔ Pour les programmes de logements sociaux, une approche environnementale pourra être imposée en concertation avec le bailleur social, visant notamment les économies d'énergie.
- ➔ **Réglementer l'implantation d'installations de production d'énergie renouvelable** (panneaux solaires,...)
- ➔ **Développer les déplacements doux et le transport collectif** (cf partie 3-D infra)

D- FAVORISER LES DEPLACEMENTS DOUX

Même si la voiture occupe une place importante, la commune a porté depuis quelques années déjà une attention particulière aux modes de transports alternatifs et continuera de le faire.

C'est ainsi que la commune a construit une nouvelle gare routière, rue du Pont de Bois. Il s'agit là d'un pôle d'échange multimodal, en lien avec de nombreuses communes avoisinantes qui offre aujourd'hui une liaison efficace en bus jusqu'à Brest. Cette ligne figurant parmi les plus fréquentées du réseau Penn ar Bed, une augmentation du nombre de liaisons est envisagée.

D'autre part, s'agissant des cheminements doux, la préservation de sentiers piétons existants est effective depuis le PLU de 2006. Chaque opération de nouveau lotissement prévoit la création de nouvelles liaisons piétonnes ainsi que leur connexion avec les cheminements existants. On peut citer également le « parcours de Ville » qui offre une découverte du patrimoine communal par l'office municipal de tourisme ainsi que le nouveau lien piéton que les opérations d'aménagement de la place de Bretagne et de la Coulée Verte ont créé entre les parkings du centre-ville et les divers équipements et espaces publics.



Les lacs, un espace de respiration et de promenade

En revanche, la configuration de l'agglomération étagée sur les versants de la vallée de l'Ildut ne favorise pas les déplacements cyclistes. Néanmoins une piste cyclable est en projet au niveau de la vallée de l'Ildut, et le schéma communautaire des déplacements doux prévoit également une piste cyclable le long de la route de Ploudalmézeau. Ces aménagements seront à compléter de stationnements dédiés au niveau des commerces, des équipements.



La coulée verte, une liaison douce en centre-ville

ACTIONS

- ➔ A l'instar du projet de réhabilitation du Musée, qui s'accompagnera d'un réaménagement de la rue Saint-Mathieu, chaque projet d'aménagement prendra en considération la place de la voiture : aménagement de « voies partagées », stationnement mutualisés, ...
- ➔ Dans la poursuite des opérations de la Place de Bretagne et de la Coulée Verte, continuer d'exploiter les opportunités de création et/ou de connexion de nouvelles liaisons piétonnes
- ➔ Prévoir des traversées sécurisées au niveau des grands axes (ex : traversée de la RD105 vers le bois du Curru)
- ➔ Poursuivre la politique de cheminements doux liant les nouveaux quartiers aux équipements communaux, notamment :
 - pour permettre la desserte du futur collège du quartier de Quillimerien
 - entre les lacs de la Comiren et de Ty Colo, afin de mettre en valeur les équipements et relier la gare routière (amélioration de la signalétique, aménagement paysager)
- ➔ Développer la pratique du vélo par la création d'axes de circulation sécurisés (vallée de l'Ildut et route de Ploudalmézeau), et des stationnements vélos au plus près des équipements, commerces, zones d'habitat,...
- ➔ Connecter les cheminements communaux au schéma communautaire des déplacements doux
- ➔ Prendre en compte, lorsque la topographie des lieux le permet, les exigences d'accessibilité pour les Personnes à Mobilité Réduite, notamment sur les rues du centre-ville, qui ne sont pas toujours adaptées



Une liaison douce protégée à aménager le long de l'Ildut

E- PRÉVENIR LES RISQUES, NUISANCES ET POLLUTIONS

L'amélioration de l'environnement urbain répond à des enjeux multiples : la santé des habitants, la diminution des nuisances sonores, la gestion des risques naturels et technologiques ou des déchets.

Enjeu fort de l'aménagement, le bruit peut dégrader les conditions de vie et la santé des habitants. En ville, il faut veiller à ce que la circulation et les activités économiques ne soient pas source de nuisances. Les routes départementales traversant l'agglomération sont classées en infrastructure sonore par l'Etat.

Le développement de l'urbanisation doit également s'accompagner d'un effort pour limiter l'augmentation des déchets générés. Si la gestion des déchets est de compétence communautaire, l'aménagement des futurs quartiers peut permettre de limiter les coûts de gestion de ceux-ci, voire les réduire en ce qui concerne les déchets verts.

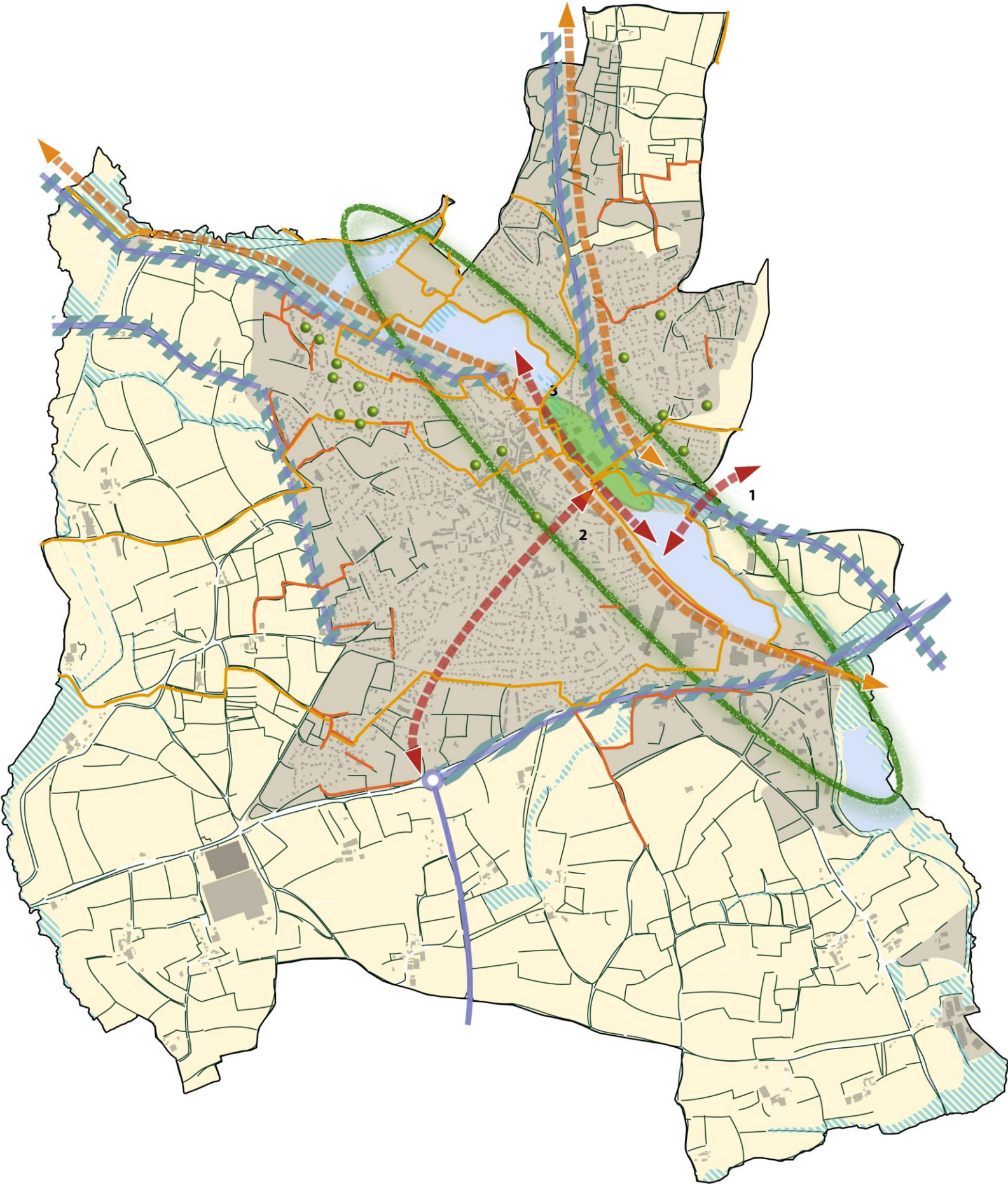
ACTIONS

➔ Limiter les nuisances sonores :

- en diminuant le trafic et les vitesses de circulation, dans le prolongement des zones 30, par la poursuite des zones de rencontre
- en prenant en compte le bruit dès la conception des projets d'aménagement, de même que lors de travaux sous maîtrise d'ouvrage communale, dans la poursuite de ce qui a déjà été fait à l'occasion de la rénovation d'équipements municipaux

➔ Limiter les déchets générés :

- Inciter à la réutilisation des remblais sur place
- Poursuivre l'opération de mise à disposition de la population du compost issu de la déshydratation des boues de la station d'épuration
- Obligation de prévoir des points de collecte dans les zones d'habitat
- Préconiser les essences locales à pousse lente pour limiter la production de déchets verts ainsi que le recours au compostage



S a i n t - R e n a n

**SAINT-RENAN, PÔLE
STRUCTURANT DU PAYS DE BREST
VILLE A LA CAMPAGNE**

Révision du Plan Local d'Urbanisme

PRESERVER ET VALORISER LA TRAME VERTE ET BLEUE

- Préserver les secteurs naturels de la ville en les valorisant (vallée de l'Ildut, lacs)
- Assurer les continuités écologiques
- Mailler la trame verte de la ville en préservant des continuités vertes entre les parcs et jardins, les lacs, la ceinture agricole
- Préserver les zones humides
- Protéger le maillage bocager dans la mesure du possible
- Préserver la ceinture agricole de l'agglomération

FAVORISER LES DEPLACEMENTS DOUX

- 1 Prévoir des traversées sécurisées au niveau des grands axes (ex : traversée de la RD105 vers le bois du Curru)
- 2 Poursuivre la politique de cheminements doux liant les nouveaux quartiers aux équipements communaux, notamment :
 - pour permettre la desserte du futur collège du quartier de Quillimerien
- 3 - entre les lacs de la Comiren et de Ty Colo, afin de mettre en valeur les équipements et relier la gare routière (amélioration de la signalétique, aménagement paysager)
- Développer la pratique du vélo par la création d'axes de circulation sécurisés (vallée de l'Ildut et route de Ploudalmézeau), et des stationnements vélos au plus près des équipements, commerces, zones d'habitat,...
- Connecter les cheminements communaux au schéma communautaire des déplacements doux

PREVENIR LES RISQUES, NUISANCES ET POLLUTIONS

- Prendre en compte le bruit dès la conception des projets d'aménagement, notamment le long des infrastructures sonores



ANNEXE 3 : COMPTES-RENDUS DU 14 SEPTEMBRE 2015 ET DU 29 FEVRIER 2016 RAPPORTANT LE DEBAT EN CONSEIL MUNICIPAL